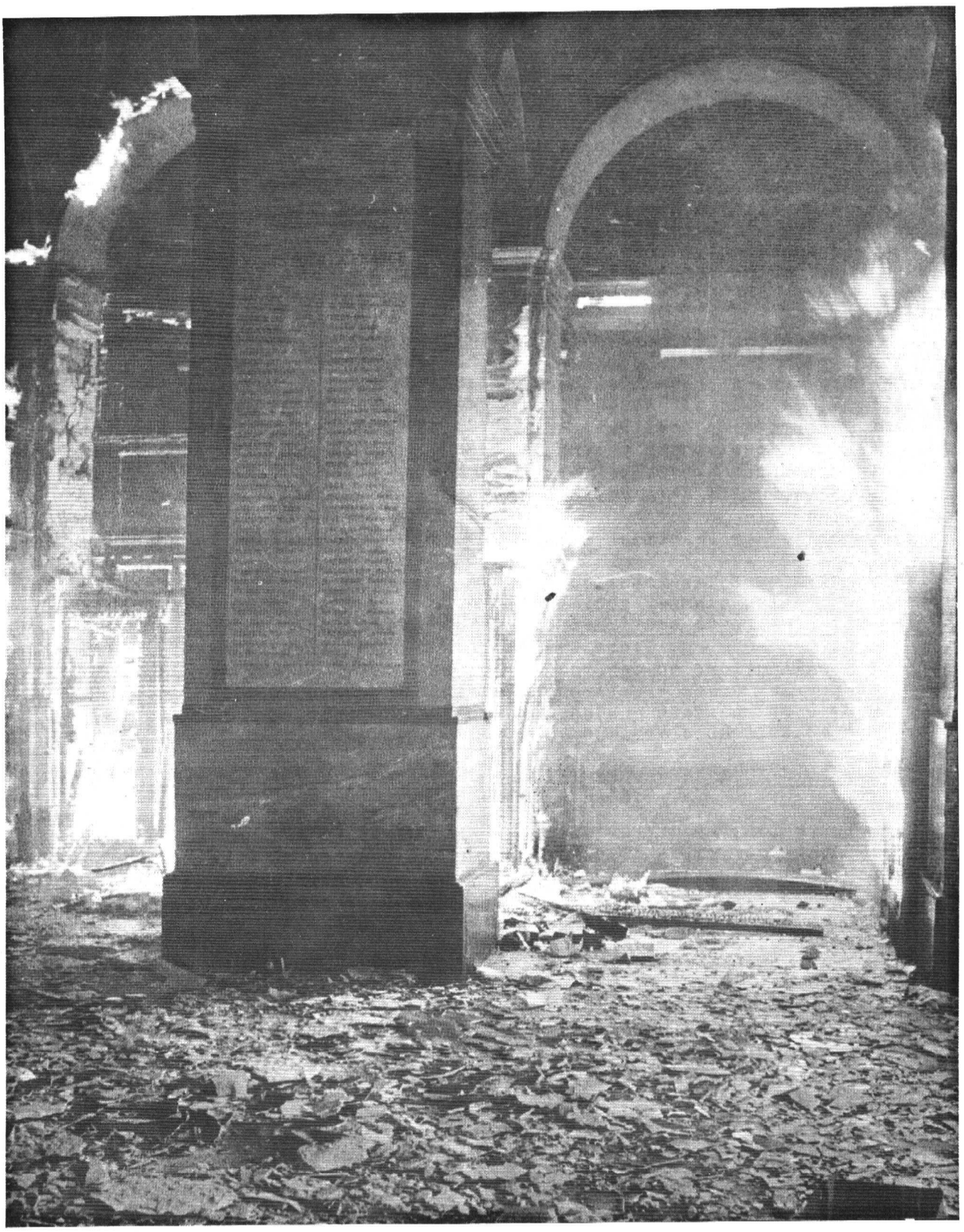
ISSN 0395-0603

JEUNE TAUPE !

NUMERO SPECIAL

MAI 68

BIMESTRIEL 5F | POUR UNE INTERVENTION COMMUNISTE | N°20 - AVRIL - MAI 1978



24 MAI 1968 : LA BOURSE EN FEU

.... ACTUALITE DE MAI 68 .... PLACE A LA LUTTE DE CLASSE .... L'IDEOLOGIE FEMINISTE ....

.... LES CONVULSIONS DU MONDE ARABE (2) .... CORNE DE L'AFRIQUE .... LA CHINE DU XI° CONGRES (4) ....

EDITO : PLACE à la LUTTE de CLASSE !

I- LA "SURPRISE" DE MARS 78 !

C'est, contrairement à ce qu'avait laissé prévoir l'importante poussée de Gauche en particulier aux municipales de 77 - prévision entretenue par tous les sondages qui parlaient de "raz-de-marée" -, celle de la nette victoire en sièges de la Droite avec ses 291 députés contre les 200 de la Gauche. Mais cette "surprise" est très atténuée par les pourcentages en voix que recueillent ces deux fractions capitalistes : 49,3% pour la Gauche contre 50,7% pour la Droite, qui sont à peu près les mêmes que lors des élections présidentielles de 74. Il y a une sorte de statu-quo, d'immobilisme que révélaient également les pourcentages du Ier tour : un peu plus de 46% pour la Droite, un peu moins pour la Gauche sans compter les 4% de l'extrême-Gauche !

Malgré la mystification électorale qui a battu son plein : plus de 85% de votants, donc le plus faible taux d'abstention depuis la IIIe république, ce résultat d'équilibre entre les forces en présence confirme certaines analyses que nous développons depuis la création de notre groupe. En particulier, le fait que la période actuelle à la différence de celle qui a précédé la 2e boucherie mondiale pendant laquelle les fractions capitalistes avaient pu embrigader le prolétariat à travers leurs politiques fascistes ou antifascistes avec toutes les classes sociales, se caractérise par l'usure de ces fractions de Droite comme de Gauche et de leurs thèmes idéologiques de mobilisation, en-dehors de celui du passage par les urnes proprement dit (en effet, chaque Parti ne fait que conserver à peu près son électorat classique).

II- CRISE ET CONTRADICTIONS ENTRE LES FRACTIONS CAPITALISTES :

L'usure, la dispersion, la division qui sont le lot des partis de Droite et de Gauche en France, empêchent aujourd'hui non seulement une relève crédible par les équipes de Gauche mais aussi toutes les politiques d'Union Nationale solide qu'exigerait la logique du Capital en crise (accentuation des mesures capitalistes d'Etat). Et ce ne sont pas les visites tous azimuts à l'Elysée, en particulier celles des leaders syndicaux (Maire/Séguy) et des partis de Gauche (Mitterand/Marchais), qui y changeront quelque chose ! Si ces politiques peuvent apparaître, et encore avec beaucoup de difficultés, en R.F.A et en Italie, cela est dû au fait que ces deux Etats disposent de deux grands partis de puissance relativement équivalente qui parviennent à gouverner soit à tour de rôle avec le soutien "tacite" de l'autre et l'apport de quelques voix des petits partis intermédiaires, soit à élaborer un "Compromis Historique". A la différence, en France, la tradition politique nationale du capital comme l'archaïsme et le faible niveau de concentration économique dans de nombreux secteurs, entravent ce processus d'Union Nationale et contribuent aux divisions actuelles.

a) Contrairement à ce que les analystes bourgeois ou les journalistes veulent faire croire, ce n'est pas l'U.D.F ("Parti du Président") - rassemblement hétéroclite de mini-partis - qui a été le grand vainqueur du camp de Droite, mais bien Chirac et le R.P.R qui, grâce à leur propagande "musclée" et en reprenant tous les thèmes nationalistes habituels du gaullisme, ont permis à leur courant de remonter la pente au bas de laquelle les avaient conduit les 15% de Chaban-Delmas en 74 ! Giscard lui-même avait joué sur la corde de l'hyper-nationalisme dans sa déclaration avant le Ier tour pour gagner le maximum de voix patriotiques : "Concernant l'Europe, que nous nous efforçons de bâtir, j'affirme que, si la France devait entrer dans une période d'incertitude ou de faiblesse, elle assurerait d'un seul coup la prépondérance économique et monétaire en Europe de notre puissant partenaire qu'est l'Allemagne fédérale. Et qui de nous peut s'y résigner ?" (propos ô combien détonnants dans la bouche de celui qui s'affiche comme "l'ami" du chancelier Schmidt).

Le R.P.R avec ses 153 députés est donc encore à la tête de la majorité de Droite, ce qui occasionnera pour la suite les mêmes difficultés au clan giscardien dans sa "volonté d'ouverture" à ceux qui comme certains radicaux de Gauche, veulent enfin "aller à la soupe" des ministères. Dans cette situation, il n'y aura pas de 2e printemps pour Giscard !

b) L'usure des fractions de Gauche s'expliquent par plusieurs raisons, au-delà du totalitarisme des moyens d'informations tous à la dévotion des partis de Droite (cf. les grèves syndicales à la T.V) et de la propagande du gouvernement en place qui jouait à fond sur le conservatisme et les réflexes petits-bourgeois (peur des "ministres communistes") d'où le faible taux d'abstentions au 2e tour ! En effet, il y a eu les polémi-

(Dessin de KONK.)

ques à propos de la "réactualisation" du Programme Commun (rupture des négociations en sept.77) entre "tenants d'un capitalisme d'Etat accentué et ceux qui veulent laisser plus de place au capital privé" (problème de la surenchère sur les nationalisations, cf. éditos de J.T dans les numéros I7 et I9). Mais en réalité, ces polémiques ont servi essentiellement d'écran de fumée au P.C dans son forcing anti-P.S qui correspondait à sa volonté de stopper l'avancée électorale de ce parti en train de le supplanter au sein de la Gauche (la mascarade de la réconciliation en 3 heures au lendemain du Ier tour a parfaitement confirmé cela !). Cette opération a réussi puisque le P.C a maintenu ses voix grosso modo et a même progressé en sièges malgré le report défectueux des voix. Le P.S n'a pas accompli la percée qu'il espérait : il n'est pas le "Ier Parti de France" !

Maintenant, les partis de Gauche se déchirent sur la responsabilité de leur échec (le Programme Commun est mort du fait de la défaite), ce qui leur permettra de retrouver une certaine indépendance l'un vis-à-vis de l'autre et de poursuivre leur travail de mystification sous une autre forme. Cet échec démontre aussi que ces partis ne disposent plus aussi nettement du monopole de la représentativité ouvrière. En effet, au Ier tour des élections, les résultats écologistes et surtout ceux de l'extrême-Gauche (près de 4%) témoignent de ce que les gauchistes appellent une persistance de la "défiance" vis-à-vis de la Gauche traditionnelle (et ce malgré l'enjeu de ces législatives qui poussait au "vote utile" dès le Ier tour !). A ce propos, voir les I2% de voix pour A.Laguillier dans la circonscription de Thiers et ceux significatifs des autres candidats L.O dans les zones ouvrières.

III- PLACE A LA LUTTE DE CLASSE !

Alors que la brume des promesses démagogiques se dissipe et que rien n'est réglé politiquement pour le capital français, la réalité de la crise économique mondiale avec les fermetures d'entreprises et la baisse du niveau de vie qu'elle implique, va reprendre ses droits avec tout ce que cela peut laisser augurer comme réactions de la classe ouvrière. Les maquereaux vaincus des masses le savent bien qui, immédiatement après les élections, de la C.G.T à la C.F.D.T en passant par la F.E.N, réclament des négociations (cf.les coupures du Monde du 2I mars) et se ruent à l'Elysée pour mettre en garde Giscard !

Cette situation est plus claire et plus propice à la lutte de classe, les réformettes du président n'y changeront rien. D'ailleurs, il faut noter un autre point positif de la période qui s'ouvre : il réside dans le fait que, contrairement aux années qui allèrent de I973 à I978, le capital devra sans doute attendre I98I pour utiliser à nouveau les délices opiacés des campagnes électorales.

Un des aspects négatifs se trouve dans le maintien des gauchistes qui grâce à leurs appels hystériques à l'Union Sacrée des Partis de Gauche, vont continuer vraisemblablement à se renforcer, ce qui peut peser lourd comme facteur entravant la prise de conscience de classe de certains travailleurs combatifs. Par exemple, ce seront les dessous affriolants (nationalisations mais "sous contrôle ouvrier" !) dont ils parent la tendance au capitalisme d'Etat.

Et pourtant, toutes ces "nouvelles" voies de garage nous semblent moins importantes que les aspects positifs que nous avons tracés :

- l'embrigadement ne s'est pas réalisé ni d'un côté ni de l'autre (les résultats électoraux s'équilibrent et donc s'annulent);
- les divisions entre fractions capitalistes gênent considérablement la mise sur pied d'une politique d'Union Nationale;
- la crise s'approfondit et le prolétariat ne se reconnaît pas actuellement dans les équipes étatiques de rechange.

IV- PERSPECTIVES REVOLUTIONNAIRES :

La campagne révolutionnaire que nous avons menée avec des "Groupes Autonomes Ouvriers" (cf.J.T n° I9) contre la farce électorale, et ce malgré les difficultés rencontrées, correspondait pleinement aux tâches que nous impose la situation. Elle nous a démontré, encore plus qu'auparavant, la nécessité pour les révolutionnaires de développer leur intervention parmi la classe ouvrière.

Contrairement à tous les pseudo-communistes qui ne voient dans la classe ouvrière qu'une masse amorphe ayant besoin du souffle de l'esprit-saint d'un "Parti" censé représenter toute la conscience de classe passée; présente et future, le P.I.C continuera sa pratique d'intervention afin de contribuer au renforcement de Groupes de Travailleurs Révolutionnaires, distincts organisationnellement mais complémentaires des fractions communistes proprement dites. En conséquence, il repousse également tout ce qui se maquille sous une forme moderniste et ne fait que proposer la reprise des vieux shémas sociaux-démocrates avec la formation d'un "nouveau" parti de masse se chargeant de représenter l'Autonomie Ouvrière (cf."Mise au point sur l'Autonomie Ouvrière" dans J.T n° I7).

M. Séguy : (C.G.T.) : nous proposons d'engager immédiatement des négociations avec le gouvernement

» Si ces promesses n'étaient pas pure démagogie électorale, si cela donc pouvait se concrétiser, nous pourrions peut-être discuter avec ce gouvernement. C'est un interlocuteur qui ne nous plaît pas, nous en aurions préféré un autre, mais il faut faire avec ce que l'on a. Et, à cet interlocuteur-là, nous proposons dès ce soir d'engager immédiatement des négociations avec les organisations syndicales.

LA FEN : négociations.

» Mais aujourd'hui, la priorité est la négociation. Les salariés ont tro pattendu. Il faut que le prochain gouvernement ouvre rapidement des discussions.

» A ne pas vouloir prendre en compte les revendications syndicales, dans le cadre de négociations sérieuses, il ferait courir au pays le risque de graves conflits avec toutes les conséquences qui pourraient un jour en résulter. »

La C.F.D.T. : une mobilisation consciente des travailleurs

» La C.F.D.T. n'entend pas remettre en cause le suffrage universel. Elle ne confond pas les luttes sociales et les élections. Elle est parfaitement fondée à exiger du futur gouvernement qu'il tire les leçons du scrutin, qu'il modifie la politique économique et sociale pratiquee jusqu'ici. Les pouvoirs publics et le patronat devront prendre en compte, à travers des négociations à tous les niveaux, les revendications prioritaires des travailleurs.

ACTUALITE DE MAI 68

"Dans l'état actuel de Paris, malgré l'invasion du macadam, le pavé reste toujours le véritable élément de la fortification passagère, à condition toutefois d'en faire un usage plus sérieux que par le passé".

Auguste Blanqui

(Instructions pour une prise d'armes)
I868-I869

Déjà dix ans...alors que de municipales en législatives, les travailleurs viennent d'être embrigadés pendant des mois et des mois sur le terrain électoral par toutes les fractions du capital, de l'extrême-droite à l'extrême-gauche, cet "anniversaire" n'est pas pour nous une occasion de jouer aux anciens combattants (description panoramique et en technicolor des journées de Mai-Juin) ou bien de nous pencher en exégètes-critiques sur toutes les productions intellectuelles qui se rattachent à "l'Esprit de Mai" à travers le gauchisme et le modernisme. Nous laissons cela à d'autres, soit aux habitués des célébrations-enterrements, soit aux adeptes du contre-discours et de la révolte comme le "collectif des révoltes logiques" qui a publié un numéro spécial intitulé : "Les Lauriers de Mai ou les chemins du pouvoir I968-I978" (éd.Solin, I rue des Fossés St-Jacques, 75005 Paris) dans lequel il déclare en introduction :"Bref, dans notre regard sur la politique de gauche aujourd'hui, nous avons été superficiels, ou si l'on veut épidermiques. Car c'est peut-être dans la sensibilité des épidermes que nous gardons la plus grande confiance pour conserver dans le train-train des résignations réalistes ou le carnaval des subversions à la mode, un peu de ce qui a changé en 68".

Pour le P.I.C, il s'agit de tirer des leçons du Mouvement de Mai 68 visant à contribuer à une plus grande clarification politique par rapport à ce qui a pu être écrit précédemment dans d'autres circonstances et dans des revues ou journaux se situant alors sur des positions réellement communistes (I). Des leçons sur les racines et les implications d'une telle explosion sociale, avec en particulier les problèmes de conscience et d'organisation lors des années qui suivirent jusqu'à aujourd'hui. Des leçons nécessaires pour intervenir au présent c'est-à-dire pour mener une pratique révolutionnaire au sein de la pratique générale du prolétariat...et pour essayer d'envisager l'avenir autrement que par pur empirisme. Il y a une actualité précise de Mai 68 et en ce sens, tout en nous gardant de prétendre à des analyses définitives, sources du dogmatisme et de l'élitisme, tout en sachant qu'au feu de la prochaine expérience de lutte d'envergure, nous devrons nous dépasser et enrichir nos positions actuelles, nous refusons d'être"superficiels" et de ne faire confiance qu'à notre "épiderme". En effet, cela aboutit au nom d'un fétichisme de la spontanéité, caractéristique de tout ce qui a été les limites et la confusion du Mouvement de Mai, à nier le rôle de la conscience et de l'organisation !

Racines et Implications du Mouvement de MAI 68

1) racines

Mai 68, ce fut apparemment à son époque un coup de tonnerre dans un ciel serein.

Certains révolutionnaires, comme nous l'avons déjà souligné par ailleurs (2), cherchèrent alors, sans crainte du ridicule, les racines du Mouvement dans l'action exemplaire de quelques individus. Ainsi, R.Viénet écrivit dans son livre "Enragés et Situationnistes dans le mouvement des occupations" (éd.Gallimard, oct.68) :"Le refus qui était déjà, dans plusieurs pays, porté par de larges couches de la jeunesse, n'était encore signifié en France que par une frange minime de groupes avancés. On ne pouvait observer aucune tendance à la crise économique ni même politique. L'agitation déclenchée en janvier I968 à Nanterre par quatre ou cinq révolutionnaires qui allaient constituer le groupe des Enragés, devait entraîner, sous cinq mois, une quasi-liquidation de l'Etat"..."L'éruption révolutionnaire n'est pas venue d'une crise économique, mais elle a tout au contraire contribué à créer une situation de crise dans l'économie. Ce qui a été attaqué de front en Mai, c'est l'économie capitaliste développée fonctionnant bien" ! (souligné par nous).

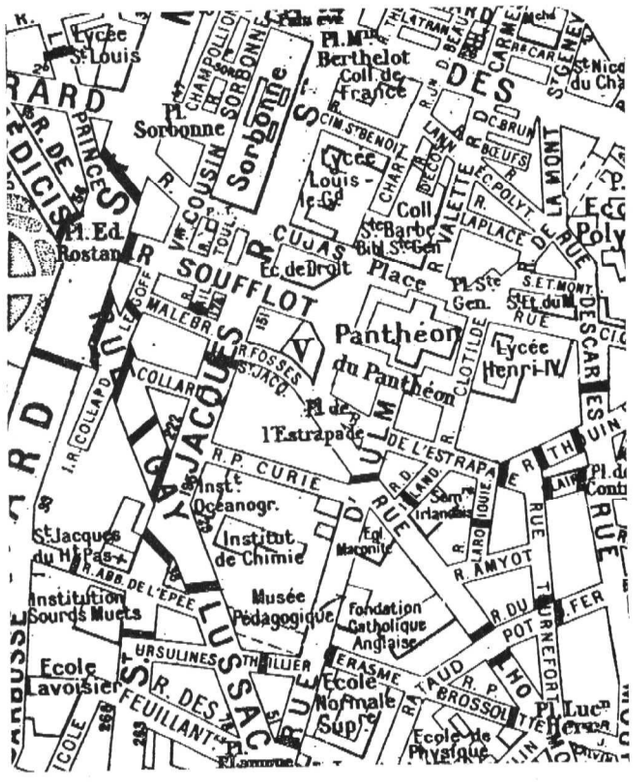
Il est vrai que le Mouvement de Mai fut avant tout une explosion sociale avec tout ce que cela entraîne de surprenant, que les grèves et occupations qui s'étendirent à la plupart des usines, éclatèrent spontanément: Sud-Aviation à Nantes, Renault à Flins,..., au lendemain de la grande manifestation du I3 mai pourtant super-encadrée par les syndicats et surtout par la C.G.T. Mais n'y avait-il pas pour autant des causes matérielles profondes, au-delà des simples constatations, qui expliquaient le surgissement et le développement de luttes touchant IO millions de travailleurs ? Pour trouver ces causes, il fallait dépasser les apparences car les choses ne peuvent marcher sur la tête et être produites par des désirs qui se prennent pour des réalités ou par une imagination qui se proclame le pouvoir !

Ainsi, depuis quelques mois, voire une année, des symptômes importants d'une détérioration de la situation économique du capital français avaient fait leur apparition. Pour n'en citer que quelques-uns : le nombre des chômeurs s'accroissait régulièrement (au début de 68, il était déjà de 500 000 !)

et les jeunes se trouvaient les premiers touchés; les salaires réels commençaient à baisser et les conditions générales d'existence des travailleurs subissaient les attaques préliminaires d'envergure de l'Etat capitaliste (ex : les Ordonnances de 67 sur la Sécurité Sociale). Et puis surtout, ces symptômes s'inscrivaient dans un contexte de difficultés économiques globales concernant le capital mondial; ce qui ne pouvait déboucher dans l'avenir que sur une accentuation de la détérioration en France même (inter-relation plus grande qu'auparavant entre les divers capitalismes nationaux en concurrence), alors qu'elle occupait jusque là une place relativement privilégiée. Ces difficultés s'étaient manifestées en particulier fin 67 à travers la dévaluation de la Livre-sterling et la mise au point d'un programme d'austérité en Angleterre (le gouvernement travailliste de Wilson avait promulgué entre autres le blocage des salaires et la réduction des importations). Début 68, l'administration Johnson était obligée de prendre des mesures draconiennes pour freiner l'inflation et le déficit croissant de la balance américaine des paiements car cela menaçait l'équilibre économique, mais ces mesures n'empêchèrent pas le dollar de connaître crise sur crise comme en mars 68 et d'être dévalué de fait. Partout dans le monde retentissaient des exhortations qui nous sont aujourd'hui devenues familières : augmentation des exportations et restriction des importations (ce qui allait devenir les "Fabriquez et Achetez Français !"), réduction des dépenses et de la consommation (cela préfigurait les appels actuels à "l'Austérité", à "Faire des Sacrifices" !),... De plus, les conflits inter-impérialistes, terrains entre autres de l'écoulement d'une production d'armements massive qui avait été une des bases essentielles de la reconstruction capitaliste d'après-guerre, s'étaient intensifiés durant l'année 67 : guerre du Vietnam, guerre des "six jours" au Moyen-Orient.

a) LA PREMIERE RACINE DU MOUVEMENT DE MAI ETAIT DONC LE DEBUT D'UNE CRISE ECONOMIQUE MONDIALE DU SYSTEME CAPITALISTE.

La réapparition de la crise marquait la fin de la période de reconstruction qui durait depuis la 2e guerre mondiale : le "boom" économique du capitalisme trouvait à nouveau ses limites dans la saturation croissante des marchés comme cela avait été le cas auparavant à partir de 1914 marquant historiquement l'entrée en décadence du système. En effet, les pays détruits (Europe et Japon) pendant la guerre qui avaient constitué le principal débouché pour l'économie mondiale jusqu'au début des années 60, retrouvaient tous peu à peu des balances commerciales rééquilibrées ou excédentaires tandis que celle des Etats-Unis allait être déficitaire en 68. Cela signifiait non pas une nouvelle phase d'expansion mais une exacerbation de la concurrence et une plongée dans la crise ouverte pour l'ensemble du capitalisme. La véritable guerre économique que se livrent aujourd'hui les grandes puissances à travers la baisse du dollar et la montée du protectionnisme, après les mesures Nixon de 71 et la hausse des prix du pétrole en 73, ne fait que confirmer le caractère mortel de cette crise inhérente au fonctionnement du système en entier (y compris les pays de l'Est de capitalisme d'Etat); mortel dans le sens où celui-ci pour essayer de s'en sortir ne peut qu'entraîner l'Humanité dans une 3e guerre mondiale et donc dans un accroissement considérable de la Barbarie (3). Le développement des rivalités inter-impérialistes depuis 67-68 : Indochine, Moyen-Orient, Afrique, Océan Indien,..., témoigne de cet enfoncement du système dans une crise mortelle. Mais à la différence d'après 1929, le capitalisme a affaire à un prolétariat non vaincu, combatif et qui résiste à l'embrigadement. Cela provoque contre les tentatives de renforcement des blocs existants depuis Yalta, le phénomène que nous avons souligné de nombreuses fois : celui de l'effritement des blocs (4), alimenté également par les tendances économiques (autarcie et sous-impérialisme) dues à l'approfondissement de la crise interne à chaque capital national. Et puis surtout, cela entraîne le passage du mécontentement des travailleurs aux réactions violentes de la classe ouvrière face à la détérioration de ses conditions d'existence. Il y a donc impossibilité pour le système d'aller à court terme vers la guerre généralisée par suite de l'absence des conditions idéologiques propices à un embrigadement : "Le capitalisme dispose de moins en moins de thèmes de mystification capables de mobiliser les masses et de les jeter dans le massacre. Le mythe russe s'écroule, le faux dilemne démocratie bourgeoise contre totalitarisme est bien usé. Dans ces conditions, la crise apparaît dès ses premieres manifestations pour ce qu'elle est. Dès ses premiers symptômes, elle verra surgir dans tous les pays des réactions de plus en plus violentes



Système de défense établi par les manifestants pour l'occupation du quartier Latin dans la nuit du 10 au 11 Mai.

▬ = *barricade.*

des masses. Aussi, c'est parce qu'aujourd'hui la crise économique ne saurait se développer pleinement, mais se transforme dès ses premiers indices en crise sociale, que cette dernière peut apparaître à certains comme indépendante, suspendue en quelque sorte en l'air, sans relation avec la situation économique qui cependant la conditionne. Pour bien saisir cette réalité, il ne faut évidemment pas l'observer avec des yeux d'enfant, et surtout ne pas rechercher la relation de cause à effet d'une façon étroite, immédiate et limitée à un plan local de pays et de secteurs isolés. C'est globalement, à l'échelle mondiale, qu'apparaissent clairement les fondements de la réalité et les déterminations ultimes de son évolution. Vu ainsi, le mouvement des étudiants qui luttent dans toutes les villes du monde, apparaît dans sa signification profonde et sa limite. Si les combats des étudiants, en Mai, pouvaient servir comme détonateur du vaste mouvement des occupations d'usines, c'est parce que, avec toute leur spécificité propre, ils n'étaient que les signes avant-coureur d'une situation s'aggravant au coeur de la societé, c'est-à-dire dans la production et dans les rapports de production. Mai I968 apparaît dans toute sa signification pour avoir été une des premières et une des plus importantes réactions de la masse des travailleurs contre une situation mondiale allant en se détériorant". Voilà ce qu'écrivait le groupe "Révolution Internationale" (n°2, ancienne série, fév.69),...Il y a de quoi être surpris à la lecture de ses analyses actuelles dans lesquelles, sans pourtant que le prolétariat ait été battu et embrigadé à l'échelle mondiale depuis 68, on nous annonce que les blocs se renforcent effectivement, que les thèmes de mystification mobilisent les masses (ex : la croisade des droits de l'Homme de Carter), et qu'il y a reflux global des luttes ouvrières depuis quelques années. Les révolutionnaires ont parfaitement le droit de changer d'analyse s'ils estiment que la période s'est modifiée, mais il faut qu'ils le disent clairement. En effet, il est absurde de prétendre qu'il puisse y avoir à la fois "marche à la guerre mais cours vers la révolution" (R.I n°46, p.7) ! Si l'alternative générale à moyen ou long terme est toujours "Guerre ou Révolution", il y a à court terme une combativité ouvrière qui empêche la marche à la guerre et qui peut déboucher sur une phase révolutionnaire.

b) LA DEUXIEME RACINE DU MOUVEMENT DE MAI FUT LA REPRISE D'UNE LUTTE DE CLASSE GENERALISEE A L'ECHELLE DE LA PLANETE.

Le mécontentement face à la détérioration se concentra d'abord dans le secteur étudiant: luttes à Berkeley en 64, des Provos hollandais en 65-66, du S.D.S de Rudi Duchtske à Berlin en 67 ou de la Zen-Ga-Kuren au Japon, ...; au-delà d'un certain type de politisation dû aux groupes gauchistes ("anti-impérialisme" par rapport à l'intervention américaine au Vietnam qui fut à l'origine de la formation du "Mouvement du 22 mars" à Nanterre et qui avait animé auparavant l'U.N.E.F vis-à-vis de la guerre d'Algérie), c'était l'arrivée des générations de l'après-guerre (décollage démographique postérieur à I945) sur un marché du travail saturé, qui expliquait les divers remous universitaires dont une des principales revendications se trouvait être la "réforme de l'enseignement supérieur" en vue d'ouvrir de nouveaux débouchés à l'issue des examens. D.Cohn-Bendit le dit très clairement dans son livre "Le Gauchisme, remède à la maladie sénile du communisme" (p.32-33) :"Il est ridicule d'employer le terme de "guerilla culturelle" pour qualifier l'agitation qui règne à Nanterre depuis le début de l'année scolaire I967-68. Au premier trimestre de cette année "historique", une grève, déclenchée sans le traditionnel encadrement politique ou syndical, regroupe IO 000 des I2 000 étudiants sur des problèmes d'amélioration des conditions de travail. Sanctifiée de "grève modèle" par le Figaro, elle n'était en fait que la conséquence de la surpopulation de la faculté. Ce malaise créé était accentué par l'instabilité due à la mise en place définitive de la réforme de l'enseignement supérieur. Des changements complexes dans l'organisation des études nécessitaient des équivalences ou des non-équivalences arbitraires qui décontenançaient les "bons" étudiants eux-mêmes". Le mécontentement existait aussi dans le secteur ouvrier en France depuis la fin de son dévoyement autour des thèmes de la décolonisation (guerre d'Algérie et accords d'Evian en I962 aboutissant à la paix et à l'indépendance pour l'Algérie). Sa première manifestation avait été la grande grève des mineurs en 63, puis un nombre important de grèves revendicatives s'étaient déclenchées en 66-67 mais les syndicats - surtout la C.G.T - gardaient un contrôle rigoureux sur le déroulement de ces conflits. La poussée de la Gauche aux élections législatives de 67 (manque de quelques sièges pour avoir la majorité à l'Assemblée Nationale) témoignait de façon déformée de ce mécontentement et du discrédit croissant du pouvoir gaulliste en place.

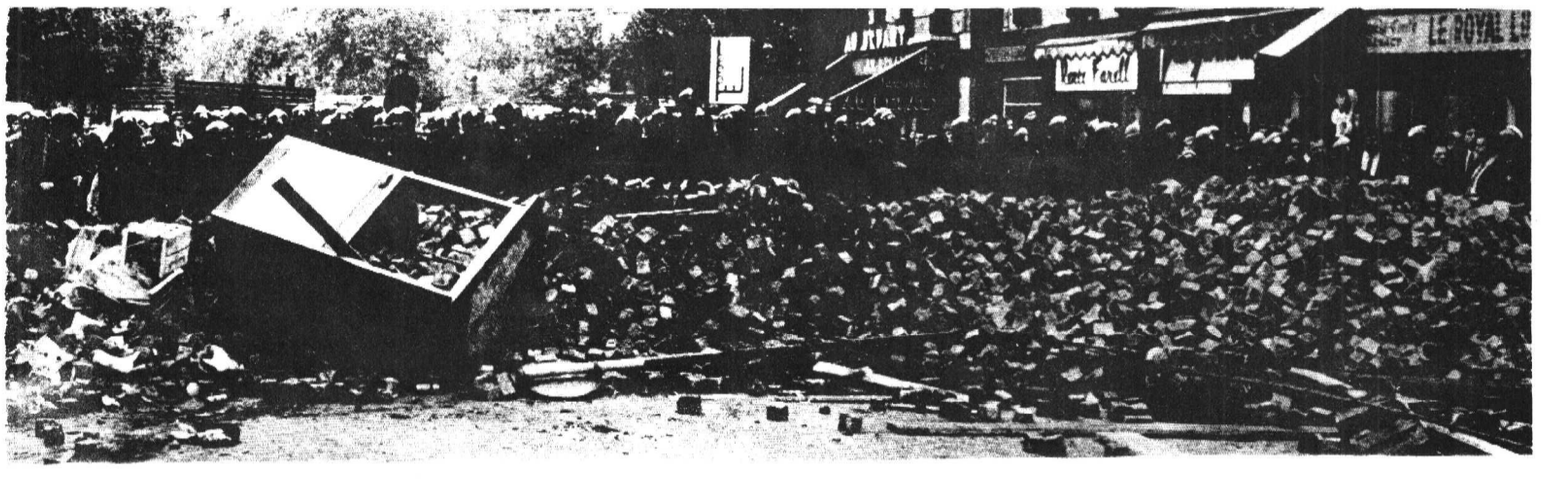
Après Mai 68, les luttes "étudiantes" se poursuivirent en changeant de caractère et en entraînant la radicalisation croissante d'une frange d'étudiants : en effet, de Mexico en septembre 68 à l'Italie au printemps 77, leurs objectifs généraux glissèrent peu à peu de l'espoir d'une réforme au désespoir de la mise au chômage et de la marginalisation ("émarginati"). Le "mouvement étudiant" proprement dit avait vécu car après avoir servi de détonateur aux luttes sociales, il avait cédé la place au nouveau mouvement ouvrier !

Ainsi, au niveau mondial, dans les pays dits "industrialisés", à l'Est ou à l'Ouest (Italie 69 et 77, Espagne 7I et 75-76, Angleterre 72 et 74, Pologne 70 et 76, Portugal 74-75,...), comme dans ceux appellés "sous-développés" (Pérou 75 et 77, Egypte 7I-72 puis 75 et 77, Afrique du Sud 76, Tunisie 78,...), et y compris en Chine depuis l'officielle "révolution culturelle" de 66-67, le mécontentement grandissant des travailleurs s'est transformé souvent en "explosions sociales" et les affrontements qui eu-

rent lieu avec l'Etat ainsi qu'avec ses organes (partis, syndicats) traduisirent l'élan combatif regénéré du prolétariat après 50 ans de contre-révolution. Les grèves actuelles aux Etats-Unis (mineurs) et en Allemagne de l'Ouest (métallos, typos,...) participent de cette reprise et sont peut-être encore plus significatives car elles témoignent d'une vitalité de la classe ouvrière au coeur même des capitalismes les plus développés et dans lesquels les théoriciens modernistes, type Marcuse, prétendaient qu'elle était définitivement intégrée. Evidemment, beaucoup de ces luttes, comme ce fut en particulier le cas en France depuis 68 (Joint Français en 72, Lip en 73, Banques/P.T.T en 74,..., Michelin en 77), sont restées globalement sur le terrain revendicatif (5) et ont donc été récupérées assez aisément par les syndicats. Peu parmi même les luttes les plus avancées ont débouché, à l'image des grèves en Pologne, sur l'expression d'une conscience de classe radicale et sur l'apparition d'organisations autonomes du genre Comités anti-syndicaux ou Conseils. Le saut qualitatif pour se hisser à un niveau entièrement politique et pour occuper enfin la scène historique comme classe révolutionnaire, est encore à accomplir pour la grande majorité du prolétariat mondial. En conséquence, il est clair que nous ne sommes pas dans une période pré-révolutionnaire où d'importants secteurs ouvriers commenceraient à poser consciemment la destruction du système capitaliste, l'abolition du salariat et de l'économie marchande. Pour cela, à l'issue de cette phase historique de dix ans depuis 68, et surtout à cause de l'apathie relative qui s'est installée dans la classe à partir des retombées effectives (75-76) de la "crise pétrolière" (rejet du poids essentiel des difficultés économiques par les E-U sur l'Europe), on peut parler de "stagnation des luttes" à un certain niveau que le prolétariat n'arrive pas à dépasser. Mais le fait que les luttes continuent à exister sinon à s'intensifier sur le plan revendicatif, empêche qu'il soit question comme certains de parler de "reflux des luttes" depuis 72, voire de "marche à la guerre" ! En effet, comme le disait P.Mattick dans un texte-critique des théories de Marcuse (6) :"Les limites de l'intégration : l'homme unidimensionnel dans la societé de classes" (1969):"Sans doute les raisons ne manquent pas de penser que rien n'ébranlera les masses laborieuses, qu'elles préfèreront la misère à la lutte contre le système qui en est la cause. Mais l'absence de conscience révolutionnaire ne signifie pas l'absence de lucidité. Il est par conséquent beaucoup plus vraisemblable que la classe ouvrière n'acceptera pas à l'infini le destin que le système capitaliste lui réserve; un point de rupture peut être atteint, à partir duquel la conscience de classe viendra s'unir à la lucidité. L'apparition d'une volonté révolutionnaire, le passage à l'action autonome, ne seront pas forcément précédés d'une longue période d'opposition résolue, de tous les instants. Apathique dans certaines conditions, la classe ouvrière peut se révolter dans d'autres. Et parce qu'elle est vouée à souffrir plus que les autres classes sociales des graves à-coups de la production de capital et des entreprises guerrières de la classe dirigeante, elle sera selon toute probabilité la première à briser avec l'idéologie unidimensionnelle inhérente au règne du capital".

Ainsi, en dépit de leur erreur consistant à nier toute tendance à une crise économique mondiale du système capitaliste, au-delà de leur triomphalisme reposant sur le volontarisme, souvent proche du substitutisme, de leurs actes exemplaires et transparaissant à travers un langage typique d'une subjectivité mal dégagée du surréalisme, les situationnistes avaient raison de proclamer que Mai 68 marquait :"Le commencement d'une époque" : "Le mouvement des occupations, c'était le retour soudain du prolétariat comme classe historique, élargi à une majorité des salariés de la societé moderne, et tendant toujours à l'abolition effective des classes et du salariat. Ce mouvement était la redécouverte de l'histoire, à la fois collective et individuelle, le sens de l'intervention possible sur l'histoire et le sens de l'évènement irréversible, avec le sentiment du fait que "rien ne serait plus comme avant" " ("Internationale Situationniste" n°12, sept. 69). Ayant énoncé cette vérité, il ne leur restait plus qu'à disparaître car ils se révélèrent incapables de dépasser leurs limites théoriques par rapport justement à la nouvelle époque qui s'ouvrait. A l'image de leurs disciples (pro et péri-situationnistes), ils se cantonnèrent dans le bavardage et le rabâchage : c'est ce que vint confirmer le film de G.Debord sur son bouquin "La Societé du Spectacle" (cf. J.T n°2).

Comment ce début de crise économique et de mécontentement social allait-il cependant déboucher en France sur une explosion du ty-



pe de celle de Mai 68 ? Quel fut l'élément décisif qui entraîna l'éclatement d'un tel Mouvement ?

c) LA TROISIEME RACINE DU MOUVEMENT DE MAI EST A CHERCHER DANS L'USURE DES FRACTIONS POLITIQUES ET LA CRISE DU POUVOIR D'ETAT.

De Gaulle qui était arrivé au pouvoir grâce à des circonstances extérieures en 1958 (émeute et prise du pouvoir de l'armée à Alger) pour résoudre les problèmes de décolonisation que la bourgeoisie française n'arrivait pas à régler, se montra incapable au fil des années,,en dépit de la mise au point d'une constitution renforçant le pouvoir exécutif (rôle fondamental du président de la république), de restructurer l'Etat capitaliste du point de vue économique et social comme il avait pu le faire avec les fractions de Gauche à la "Libération" (par exemple les nationalisations, la sécurité sociale, les comités d'entreprise,...). Face au mécontentement croissant, il ne proposait qu'une politique extérieure de prestige (place du capital français dans le monde). Aussi, en Mai 68, il commit une double erreur :
- faire donner la répression policière au lieu d'essayer de négocier comme le fera Pompidou par la suite lorsqu'il prendra la situation en mains; cela entraîna une extension des évènements (thème de la solidarité) et favorisa le déferlement du mécontentement.
- tabler sur un pourrissement de la situation sans offrir de perspectives réelles autres que la menace du bâton; ceci créa en conséquence un vide politique, une faillite du gouvernement ébranlant les structures étatiques, que l'appel de De Gaulle au référendum du 24 mai (arme classique qu'il utilisait depuis 1958 pour faire plébisciter ses choix) ne put cette fois combler.

Le Mouvement profita de ce vide et il fallut d'une part les accords de Grenelle entre Pompidou et les syndicats (27 mai) tandis que le général avait "disparu" à Baden-Baden auprès de Massu pour voir s'il avait l'appui de l'armée, d'autre part la dissolution de la Chambre des députés et l'appel aux élections bien entendu repris par les partis de Gauche (30 mai), pour arriver à en briser l'élan.

La meilleure preuve de cette érosion du pouvoir fut le renversement de De Gaulle l'année suivante (69) par l'alliance des "Non" entre les fractions de Gauche et une partie des fractions de Droite de la bourgeoisie. Face à des projets inconsistants de régionalisation et de participation, le capital national, aiguillonné par la crise et prenant de plus en plus conscience du danger social, essaya en s'appuyant encore sur ses fractions de Droite mais "modernistes" de replâtrer l'édifice étatique défaillant par d'autres moyens :"Nouvelle Societé" de Chaban-Delmas sous Pompidou, puis "Libéralisme Avancé" de Giscard d'Estaing à partir de 74. C'était urgent. Giscard ne déclarait-il pas en oct.74 lors de sa Ière conférence de presse :"Le monde est malheureux...parce qu'il ne sait pas où il va et parce qu'il devine que, s'il le savait, ce serait pour découvrir qu'il va à la catastrophe". Rêvant d'Union Nationale, le capital ne parvint essentiellement qu'à renforcer son arsenal répressif sur les plans policier et juridique (loi anti-casseurs avec Marcellin, opérations "coups de poing" avec Poniatowski,...) et qu'à assurer une stabilité institutionnelle (continuation de la Ve République et consolidation des pouvoirs de l'exécutif).

Mais au fur et à mesure qu'il se rendait compte des dimensions de la crise mondiale et de ses répercussions en France, le système buta sur la recherche d'une crédibilité de son équipe de rechange, la Gauche, sans laquelle les plans d'austérité, à l'image du plan Barre, risquaient d'être remis en cause. Il fallait une idéologie susceptible de dégager un consensus social.

2) implications

En effet, vu le caractère draconien des mesures à prendre pour éviter de sombrer dans la crise, un problème essentiel se posait : l'acceptation par le prolétariat de se serrer la ceinture. La difficulté était immense car il fallait avant tout l'empêcher de réagir comme en Mai 68 et réduire peu à peu sa combativité. Seule la Gauche, forte de son expérience historique (Juin 36, "Libération"), semblait à même de jouer ce rôle d'embrigadement idéologique de la classe ouvrière et de dévoyement de ses luttes pour permettre une restructuration effective de l'Etat capitaliste.

a) LA PREMIERE IMPLICATION DU MOUVEMENT DE MAI APPARUT DONC A TRAVERS LA POUSSEE RELATIVE DE LA GAUCHE DU CAPITAL VERS LE POUVOIR D'ETAT.

Ainsi, le Parti Socialiste réémergea du "néant" dans lequel il était tombé (5% des voix pour la candidature Defferre/Mendès aux élections présidentielles de 69) à partir de son congrès d'Epinay (71) et de sa prise en mains par Mitterand, celui qui avait déjà été le "candidat unique" de la Gauche en 65 et qui avait mis De Gaulle en ballotage.

Ainsi, le "Programme Commun de Gouvernement" fut rédigé et signé en 72.

Ainsi, le Parti "Communiste" commença à pratiquer une politique d'ouverture en abandonnant ses vieux réflexes staliniens comme le P.S avait laissé les défroques usées de la S.F.I.O. Ce furent par exemple les thèmes d'"Union du Peuple de France" ou la mise au placard de la "Dictature du Prolétariat" lors de son XXIIe Congrès en 76, sans parler par la suite de son ralliement à la "Force de frappe" ou à l'"Autogestion" dans la perspective des législatives de 78. Il se posa en futur "gestionnaire loyal du capital national" :"Les ouvriers travailleraient davantage s'ils avaient un gouvernement dans lequel ils ont confiance" (Marchais).

Tout cela se traduisit au fil des diverses échéances électorales par des résultats

prometteurs pour aboutir à une future majorité de Gauche : que ce soit avec les législatives de 73 ou les présidentielles de 74, puis avec les cantonales et les municipales en 76 et 77.

En liaison avec ce processus de rénovation des partis de Gauche, le temps que se dissipe la "fièvre de Mai", le carcan syndical se remit peu à peu en place dans les entreprises et lors des grèves. L'encadrement du prolétariat redevint une réalité parfaite malgré quelques accrocs et les journées d'action-bidon de 24h (7 oct.76, 24 mai et Ier déc.77) s'articulèrent avec "d'autres formes de luttes" tout aussi bidons pour laisser échapper la vapeur et tout en servant de soupape de sécurité, pour prévenir de possibles explosions de colère et endormir la combativité ouvrière.

Cette poussée de la Gauche eut lieu à l'échelle mondiale et particulièrement en Europe. Après l'expérience du Chili où 3 ans du gouvernement d'"Unité Populaire" du "socialiste"Allende et du "communiste" Corvalan avaient permis au capital de ce pays de désarmer politiquement le prolétariat et de le livrer pieds et poings liés à la répression féroce de la dictature militaro-policière de Pinochet, il apparaissait que le système allait jouer pleinement sa carte de Gauche pour mystifier la classe ouvrière internationale (7). La fin des vieux régimes "fascistes" de Salazar et de Franco débouche en effet soit sur un gouvernement de Gauche (P.C puis P.S) avec l'aide de l'armée (M.F.A) au Portugal, soit sur une transition démocratique (sous une forme monarchique) avec une emprise grandissante des partis de Gauche et des syndicats (P.S.O.E, P.C et Commissions Ouvrières, "renaissance" de la C.N.T anarcho-syndicaliste) en Espagne. De plus, face à la décomposition accélérée de l'appareil d'Etat en Italie, le P.C de ce pays s'affirmait d'année en année comme le grand parti "garant de l'Ordre" (8) et marchait d'un pas sûr et tranquille vers le "Compromis historique" avec la Démocratie-Chrétienne.

Cependant la poussée en question ne donna pas de résultats comme dans les années 30 (Fronts Populaires). En effet, la Gauche connut des revers et subit elle-aussi l'usure de la crise, soit en étant au pouvoir (renversement du gouvernement de Palme en Suède où les socialistes tenaient les rênes de l'Etat depuis 40 ans, minorisation des gouvernements travaillistes de Callaghan en Angleterre , sociaux-démocrates de Schmidt en Allemagne ou de Soarès au Portugal, ayant besoin de l'appui d'une partie des fractions de Droite), soit même en restant dans l'opposition (division du P.S et du P.C en France et mort du "Programme Commun", nouvel échec aux élections - cf. l'éditorial dans ce même numéro).

Il y a deux explications à ce que l'on peut appeller la faillite et l'usure, ou du moins la carence dans certains cas, des équipes de Gauche de relève pour la gestion du Capital.

D'abord, la nécessité d'une Union Nationale entre toutes les fractions de Droite ou de Gauche pour contrebalancer les phénomènes de minorisation ou de division dûs à l'intensité de la crise.

Ensuite, la résistance -parfois faible (proche de l'inertie)- mais globalement positive jusqu'a maintenant du prolétariat aux thèmes d'embrigadement idéologique mis en avant traditionnellement par la Gauche du Capital (résistance aidée, nous l'avons vu précédemment, par l'usure de ces thèmes de mobilisation : disparition du mythe de la Russie comme "paradis socialiste" dont l'intervention armée en Tchécoslovaquie (août 68) avait une nouvelle fois sonné le glas, ébranlement de la "défense du monde libre" et de toutes les illusions democratiques que la "croisade des droits de l'homme" de Carter ou la propagande "anti-terroriste" ne parviennent à redorer,...).

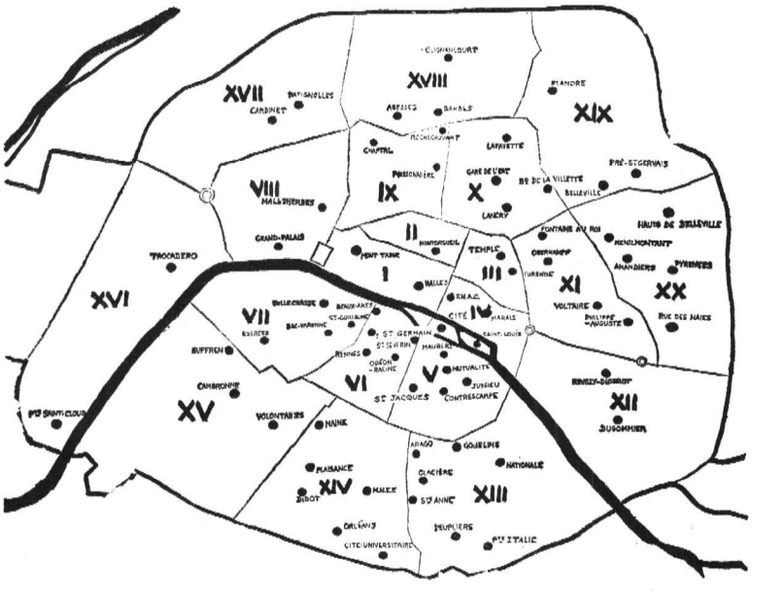
En effet, malgré la stagnation des luttes sur le terrain revendicatif, malgré le renforcement du carcan syndical, la combativité ouvrière reste intacte et indéniable.

Le capital a eu donc, et continue d'avoir besoin de "nouveaux" thèmes de mystification brandis par des forces "nouvelles", distinctes mais complémentaires de la Gauche, ou bien susceptibles de semer la confusion propice à l'atomisation et au florissement de l'individualisme.

b) LA DEUXIEME IMPLICATION DU MOUVEMENT DE MAI SE REVELE PAR LE DEVELOPPEMENT SIGNIFICATIF ET MULTIFORME DU GAUCHISME COMME DU MODERNISME.

"Si nous voulons une transformation de la societé, nous devrions commencer à transformer quelque chose. En Allemagne, ce "quelque chose" fut d'abord la vie de tous les jours et les rapports sociaux. D'où les nombreuses communautés et ce qu'on appelle ici le contre-milieu gauchiste. Qu'est-ce que c'est, changer les rapports sociaux ? En général, un groupe, un collectif, une cellule discutent dans

Tableau (incomplet) des Comités d'action des quartiers de Paris



les réunions de leur intervention politique dans un meeting, d'une action dans un quartier, d'une stratégie révolutionnaire. Mais tout ce qui se passe dans la vie quotidienne, les problèmes qui se posent dans le travail, dans les rapports avec les autres, ne sont pas discutés collectivement comme s'il s'agissait là de problèmes mineurs. L'échec des groupes politiques qui prônent "l'idéal militant" au service du peuple montre qu'il n'y a de révolution que de désir" D.Cohn-Bendit ("Le Grand Bazar", chap."La douceur de vivre", éd. Belfond, 75).

Il apparaît clairement qu'avec l'usure des thèmes traditionnels de Gauche, le mécontentement social n'a pu être canalisé sous la bannière exclusive du "Programme Commun" (cf. les moins de 46%, au-dessous de la Droite, lors du Ier tour des élections législatives de mars 78). Il était donc nécessaire pour le capital de produire des idéologies complémentaires vis-à-vis de la Gauche ou tout au moins susceptibles d'entretenir une confusion suffisante au dévoyement du prolétariat de son terrain de classe.

Ainsi, au lendemain de Mai 68, les gauchistes qui avaient scandé "élections, piège à cons !", "élections, trahison !" dans la rue, se mirent très rapidement à utiliser les campagnes électorales suivantes comme une "tribune parlementaire" (cf. la candidature de Krivine aux présidentielles de 69), puis appelèrent dans la foulée à voter pour la Gauche au 2e tour (municipales de 7I). Leurs différences, en fait uniquement verbales et tactiques avec cette dernière, qui avaient fait illusion pendant les évènements, laissèrent peu à peu la place au "soutien critique", voire au soutien "tout court" pratiqué quotidiennement et à chaque échéance électorale suivante. Les gauchistes se révélèrent donc pleinement comme étant les "rabatteurs de la Gauche" par rapport aux ouvriers combatifs ayant commencé à se détacher de celle-ci. La fameuse déclaration d'Arlette Laguillier (élections de 74) en est resté l'expression la plus claire :"nous avons réconcilié avec la Gauche des milliers de travailleurs qui avaient perdu confiance". Quant à Cohn-Bendit, son passage du refus des élections en 68 au soutien à Mitterand en 74 symbolise parfaitement la trajectoire gauchiste, ainsi que les élucubrations contenues dans son livre "Le Grand Bazar" qui reflètent toutes les couleurs de l'arc-en-ciel confusionniste.

Ce serait trop long, trop fastidieux et finalement peu intéressant de parler de toutes les facettes du rôle joué par ce qu'il faut appeller très clairement l'extrême-Gauche du Capital depuis IO ans ! Il suffit de prendre deux exemples. D'abord, l'aide apportée par tous les gauchistes, au nom de la "démocratie syndicale", à la consolidation des appareils étatiques et capitalistes que sont la C.G.T, la C.F.D.T, voire F.O et autres, et cela après avoir tenté de contrôler puis de faire durer des organes produits par la lutte et dépassant les syndicats, tels les Comités d'Action. Ensuite, toutes les campagnes de soutien aux "luttes de Libération Nationale" propulsées par l'ensemble des tendances confondues (trotskystes, maoïstes, anarchistes,...) au sein d'organisations frontistes du type F.S.I (Front de Solidarité Indochine) qui contribuèrent à répandre le nationalisme, sous couvert d'"anti-impérialisme", au sein de la classe ouvrière et à envoyer celle-ci au massacre dans les pays concernés par ces luttes nationales (Indochine : Vietnam, Cambodge; Moyen-Orient : Palestine et pays arabes; Afrique : Angola, Ethiopie,...la liste serait trop longue !!!).

Et nous ne développerons pas non plus ce qui est la "tarte à la crème" des diverses variantes léninistes du gauchisme depuis Mai 68 : c'est-à-dire la construction du "véritable Parti Révolutionnaire" car ce Parti, s'il voyait le jour, ne saurait être que la contrefaçon du "grand aîné" à savoir le P.C.F. En effet, tous les ingrédients en sont les mêmes: parti "de masse", centralisme démocratique, cellules d'entreprise, syndicats courroies de transmission, dirigisme, substitutisme, programme capitaliste d'Etat, etc, etc...

Le gauchisme s'est donc développé de façon significative comme béquille pour la Gauche : les résultats qu'il a obtenus au Ier tour des élections, en dépit de l'enjeu, viennent encore de le confirmer (près de 4%). Cependant, avec l'approfondissement de la crise, il s'est lui-aussi usé (nivellement de ses "différences" avec la Gauche) et il a subi soit des mutations, soit des pertes qui ont constitué à part d'autres sources de confusion et de dévoyement pour les luttes ouvrières. En effet, avec la stagnation des luttes, les théories de l'intégration du prolétariat au système capitaliste - plus ou moins dans la lignée de Marcuse -, ont commencé à refleurir et elles ont eu trois résultats :

- La transformation de certaines tendances gauchistes en groupes activistes, puis terroristes, qui veulent "réveiller le prolétariat" en montrant l'exemple face à ce qu'ils nomment "la fascisation des Etats démocratiques". L'exemple de la "Gauche Prolétarienne" en France après l'affaire Overney, fut un des plus nets; les "N.A.P.A.P" (Noyaux Armés Pour l'Autonomie Populaire") ou tout autre groupe s'auto-qualifiant d'"autonome", charrient aujourd'hui tous les thèmes contre-révolutionnaires mis en application par la "Bande à Baader" (R.A.F) en Allemagne ou par les "Brigades Rouges" en Italie : substitutisme, fétichisme de la violence, nationalisme,...

- La marginalisation d'une partie importante des contingents gauchistes fatigués par le militantisme politique jacobin (division des tâches, activisme,...) et déroutés par l'évolution confuse de leurs divers groupes ou le ralliement à la Gauche par le biais d'un soutien de moins en moins critique. Cela va de la tendance aux "communautés" en tous genres, y compris bien sûr les agricoles réalisant le thème du "retour à la terre", jusqu'aux adeptes de sectes religieuses "nouvelles" ou en restauration (de la kyrielle des bouddhismes à Haré Krishna ou Jésus-Freak) en passant par les non-violents ou ceux qui sombrent dans la drogue dure (au-delà du Joint !). Il y a dans tout ça un abandon pur et simple de toute perspective révolutionnaire et un retour au néant (résurgence du nihilisme) ou du moins un repliement sur soi-même (cf."Je suis un autar-

cique"). La tendance "punk" (pourrie), au-delà de ses aspects récupérés par le système sous la forme d'une mode, reflète également cette marginalisation mais en y ajoutant une note supplémentaire dans le dégoût social et le désespoir. Cela est dangereux car toute révolte uniquement viscérale si elle prend un caractère de masse, et avec l'accroissement du chômage cela est possible, peut servir d'embryon à des solutions capitalistes totalitaires comme le fut le fascisme.

- L'apparition de thèmes modernistes déplaçant les objectifs de luttes du terrain ouvrier à une quantité de secteurs dits de contestation du système. Que ce soit les écologistes visant à rassembler tous les mécontents de la pollution comme de l'énergie nucléaire, ou bien les féministes et les homosexuels revendiquant leurs spécificités et leurs "droits" dans le cadre du capitalisme, ou encore les squatters et les prisonniers voulant réaménager l'espace existant à travers une critique partielle de l'urbanisme et de l'univers pénitentiaire,...et sans parler de tous les autogestionnaires de la vie quotidienne ! Toutes ces luttes parcellaires n'attaquent non seulement pas le capital mais pire elles lui permettent de s'aménager en gommant les abus trop flagrants de son fonctionnement, de se restructurer sur le plan des superstructures en reprenant à son compte les idéologies marginales produites et en s'en servant comme nouvel écran mystificateur. A cet égard, toute la merde idéologique des "Nouveaux Philosophes" (ces anciens maoïstes-staliniens en mal de "paradis chinois" !), remettant au goût du jour les thèmes démocratiques "anti-répression" charriés un moment par le "Secours Rouge" mais cette fois-ci dirigés essentiellement contre les pays de l'Est et la Chine, en faveur des "dissidents" témoigne de la façon dont peut s'opérer la récupération.

En fait, au-delà du caractère parcellaire de ces luttes, la confusion répandue par les thèmes à la mode vis-à-vis des aspects totalitaires et concentrationnaires du capital (tendance au capitalisme d'Etat), provient du rôle réducteur et simplificateur joué par les spécialistes de la sociologie et de la psychologie, ainsi que de leurs prolongements du type structuralisme ou psychanalyse. Tous les écrits et discours de Messieurs Foucault, Deleuze, Lacan, Guattari, Barthes, Althusser ou autres "Gourous", qui se présentent tous comme des contre et anti/discours ou écrits et donc comme des moyens de dépasser une situation objective (suprême ruse de la pensée non-dialectique !), ne sont en réalité que les ultimes justifications de la survie d'un système décadent en lui offrant un miroir pour se refaire la façade.

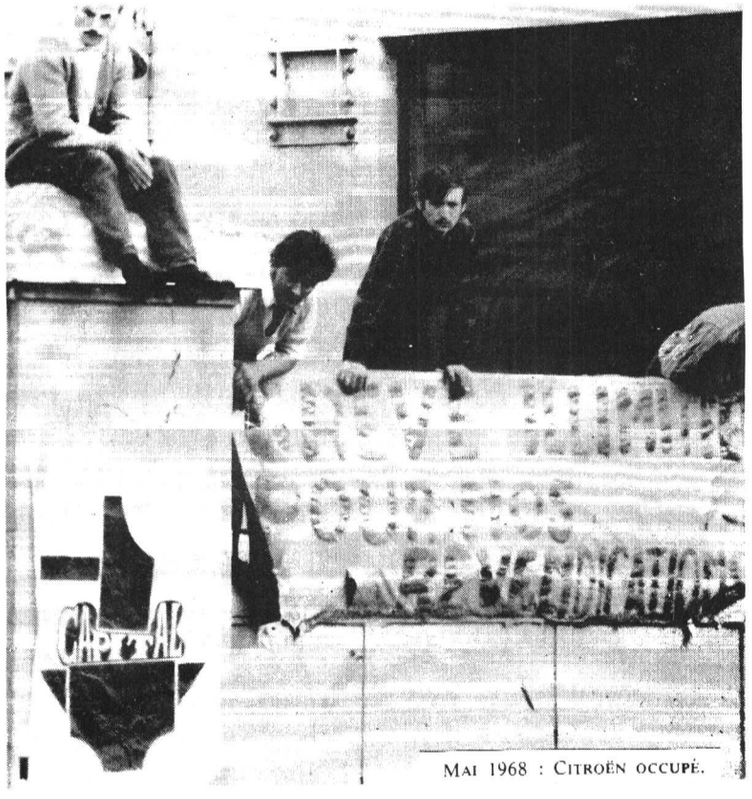
Toutes ces divisions artificielles produites par le capital, ces tendances à l'atomisation, cette confusion généralisée, pèsent d'un poids très lourd sur les secteurs combatifs de la classe ouvrière et sur ses jeunes générations qui éprouvent déjà beaucoup de mal à se défaire des projets contre-révolutionnaires "classiques" de la Gauche ou de l'extrême-Gauche du capital. Elles sont un handicap supplémentaire et expliquent en partie le niveau auquel stagnent actuellement les luttes ouvrières, tout en soulignant les limites et les immenses faiblesses du Mouvement de Mai (9).

La troisième implication du Mouvement de Mai qui est la seule positive par rapport aux racines dégagées ci-dessus, sera abordée dans le prochain numéro de J.T. Elle traitera du surgissement et des possibilités de développement de pôles communistes d'intervention et de clarification grâce au mouvement de la classe ouvrière depuis Mai 68. Ce sera aussi une occasion pour le P.I.C de tirer son propre bilan provisoire après plus de 4 ans d'existence dans la mesure où doit avoir lieu entre-temps sa réunion annuelle de "Bilan et Perspectives" (ex-Journées d'étude).

Notes :

(I) A consulter particulièrement les textes :
- "La grève généralisée en France, Mai-Juin 68", brochure d'I.C.O (Informations Correspondance Ouvrières) et de "Noir et Rouge";
- "Contre le Courant" (Ière partie :"Action" avec le bilan du Comité de Liaison Inter-Entreprises), brochure du G.L.A.T (Groupe de Liaison pour l'Action des Travailleurs) qui publie "Lutte de Classe";
- "Comprendre Mai", article du n°2 (ancienne série) de "Révolution Internationale";
- "Le Mouvement étudiant", article du n°3, idem;
- "Mai 68" dans le n°I de la revue "Le Mouvement Communiste";
- "Le commencement d'une époque", article du n°I2 de l'"Internationale Situationniste".

On peut se reporter également malgré leurs faiblesses et leurs erreurs d'analyses aux 2 livres suivants car ils contiennent des documents (tracts, textes divers,...) intéressants :
- "Le Gauchisme, remède à la maladie sénile du communisme" Cohn-Bendit frères (col.Combats, éd. du Seuil);
- "Enragés et Situationnistes dans le mouvement des occupations" R.Viénet (col.Témoins,



Mai 1968 : Citroën occupé.

éd.Gallimard).

(2) cf. "La Crise : Mythes et Réalités", brochure supplément à J.T n°4, Ière partie :"Des Mythes qui s'écroulent".

(3) cf. "La Guerre économique", J.T numéros I4, I5, I6, I7, I8 et I9, et "Le Comecon face à la Crise", J.T numéros 5 et 6, dont les camarades de "Combate" avaient fait une traduction en portugais.

(4) cf. "La Crise : Mythes et Réalités", 2e partie :"Des Réalités qui s'imposent" :"L'effritement des blocs" et "Moyen-Orient : un abcès de fixation", brochure supplément à J.T n°I0, annexe :"Ere de la capitainerie et sous-impérialisme".

(5) Le "contenu communiste" des luttes que certains (Echanges, G.L.A.T, Combat pour l'Autonomie Ouvrière en France, Collegamenti en Italie) veulent déceler à travers des pratiques telles que les auto-réductions, le coulage des cadences, la "perruque" (pays de l'Est),..., n'est qu'une illusion car il ne rompt pas avec le terrain revendicatif. La "magie" des moyens mis en oeuvre ne peut remplacer la nécessaire prise de conscience non pas d'un aménagement mais d'une destruction du système et donc de l'affrontement avec l'Etat. L'erreur de ces camarades est liée à celle qu'ils commettent sur l'analyse des contradictions du capital à travers ce qu'ils appellent sa "crise de restructuration". Le moteur déterminant sur le plan économique n'étant pas la saturation des marchés ou la baisse du taux de profit (c'est-à-dire une contradiction inhérente au système lui-même) mais la lutte de classe, l'expression communiste de celle-ci est rattachée mécaniquement à des revendications économiques que le capital ne pourrait en principe satisfaire et qui enrayeraient donc son fonctionnement. La prise de conscience du prolétariat et son érection en classe révolutionnaire ne sont pas compris comme un dépassement politique de la classe en-soi c'est-à-dire de la classe économique pour le capital. Et l'on aboutit ainsi aux conceptions de négation du prolétariat, de "communauté humaine", d'associationnisme avant que la phase de destruction du capital soit accomplie.

(6) cf. "Intégration capitaliste et rupture ouvrière", E.D.I Paris (traduction de S.Bricianer).

(7) cf. "Chili hier, Portugal aujourd'hui, toute l'Europe demain : la carte de gauche du capital pour mystifier le prolétariat", brochure supplément à J.T n°5.

(8) cf. "Berlinguer valet d'un seul maître : le capital italien !" dans J.T n°I0 et "L'Ordre du gouvernement Berlinguotti" dans J.T n°I4.

(9) Sur la plupart des impasses gauchistes, J.T a développé et développera plusieurs articles, exemples :
- "Lip, c'est bien fini" (n°I);
- "Les révolutionnaires, l'armée, la violence" (n°4);
- "La relève nucléaire" (n°5);
- "Le M.R.P.P, archange de l'extrême-Gauche du capital" (n°7);
- "Goldmann ou l'absence de perspectives révolutionnaires" (n°I0);
- "Ecologie : du marginalisme à l'électoralisme" (n°I4);
- "Terrorisme d'Etat-Terrorisme de la R.A.F : un duel capitaliste"(n°I8);
- "L'idéologie féministe : un outil de la contre-révolution" (dans ce même numéro 20).

"JEUNE TAUPE"

Revue Bimestrielle
"Pour une Intervention Communiste"

Le numéro : 5 F (Belgique 20 FB - Portugal 20 esc - Espagne 50 pts - Pays Bas 3 fl - USA et Canada 50 c - Grande Bretagne 15 p - Italie 200 L - Suisse 1 F - Allemagne 1 DM - Suède 2 krs)

Directeur de Publication : A. ROBIC
Imprimeur : G. Tautin, 75020 Paris
Dépot Légal : 2° Trimestre 1978
C.P.P.A.P. N° 57578

Correspondances, Echanges de Publications, Contacts, écrire à :
JEUNE TAUPE ; C/° Parallèles, 47 rue St-Honoré 75001 Paris

JEUNE TAUPE ; B.P. 4443 ; 69241 Lyon Cedex 1

JEUNE TAUPE ; B.P. 30 ; 33031 Bordeaux Cedex

ABONNEZ - VOUS !

Abonnement 35 F (40 F de publications)

Règlement au nom de : E. HARBI, C.C.P. La Source 34.709.15

PERMANENCE

POUR TOUS CONTACTS ET DISCUSSIONS

Dernier Samedi de chaque mois - 10 H à Midi
Librairie Alternative, 36 rue des Bourdonnais
Paris I° (Métro Chatelet)

Prochaines permanences :
- 22 avril, 10 H - 12 H
- 27 mai, 10 H - 12 H

LES CHIENS DE GARDE DU CAPITAL ...

... ou, comment réagit la racaille syndicale devant les tentatives d'auto-organisation des travailleurs radicalisés !

Quant au groupe autonome c'est une autre histoire. Ne visant qu'à discréditer les syndicats C.F.D.T. et C.G.T. majoritaires à Sochaux, il sert la direction (c'est d'ailleurs sûrement elle qui l'a pondu) et celle-ci paie bien.

Comment, en effet, expliquer la facilité de déplacement de ses quelques membres éminents, sinon par la bienveillante complicité de la direction qui ferme les yeux sur tous leurs faits et gestes (on ne pouvait en dire autant des délégués C.F.D.T.) : on ne paie bien que ceux que l'on aime !

(Coupure du "Reflet Syndical"-février 78-, revue de la C.F.D.T.-Peugeot, transmise par le G.A.O.-Peugeot-Sochaux.)

L'IDEOLOGIE FEMINISTE : UN OUTIL DE LA CONTRE-REVOLUTION !

"Considérons seulement avec calme ce que les uns et les autres avons été amenés à subir indifféremment au nom de Dieu, de la Nature, de l'Homme, de l'Histoire. Il semble pourtant que ce ne soit pas suffisant puisque tout recommence aujourd'hui sous l'étendard de la Femme. Les spécialistes en matière de coercition ne s'y trompent pas, multipliant avec un zèle subit les organismes nationaux ou internationaux consacrés à la condition féminine, sans pour autant que la législation change réellement. Ils ne sauraient d'ailleurs beaucoup se fourvoyer depuis qu'Aragon, chantre de la répression depuis près d'un demi-siècle, a annoncé que la femme est "l'avenir de l'homme". J'ai les plus grands doutes sur cet avenir quand il peut lui arriver de prendre les traits d'Elsa Triolet".

Annie Le Brun - "Lâchez Tout"

Il y avait le "Programme Commun" tout court de la Gauche du Capital, celui..."des Femmes" est venu compléter l'embrigadement idéologique qui s'est développé pendant la campagne électorale pour les législatives de mars 78. Cela nous donne l'occasion d'aborder un sujet que nous n'avions pas encore traité dans "Jeune Taupe" malgré quelques analyses sur les luttes dites "spécifiques" (à propos de l'écologie par exemple, cf. n°I4). Il est vrai que le problème des revendications féministes, et plus largement celui de la libération sexuelle, a pris une ampleur considérable dans le processus de montée des luttes depuis les années qui suivirent Mai 68 à l'échelle mondiale. Mais au lieu de rabâcher au coup par coup un certain nombre de banalités contre le caractère parcellaire du mouvement féministe, nous préférions attendre le moment où nous pourrions dénoncer le plus globalement possible l'impasse capitaliste que représente ce mouvement par rapport aux objectifs d'une véritable révolution communiste.

Déjà, les luttes pour le "Droit à l'Avortement" ou la "Liberté de la Contraception", et celles plus récentes pour la "Répression du Viol", avaient montré le terrain sur lequel se situaient les revendications féministes : celui de l'intégration au système économico-politique existant, à savoir l'Etat capitaliste, et cela aussi juste puisse être le point de départ de la révolte des travailleuses contre les aspects complémentaires, en particulier sur le plan sexuel, de leur exploitation dans la production. En effet, au-delà des élucubrations d'auteurs-femelles en vogue, de Kate Millet à Simone de Beauvoir en passant par Benoîte Groult, Xavière Gauthier, Hélène Cixous, Marie Cardinal, Annie Leclerc, Michèle Perrein ou Marguerite Duras, à quoi aboutissaient les vociférations de leurs disciples et de tous les appareils exclusivement féminins du genre M.L.F ou autres ?...A un aménagement pur et simple des structures du capital mais... "du point de vue de la Femme" ! Comment interpréter autrement le fait de remettre le sort des violeurs entre les mains de la justice bourgeoise ! Comment voir autre chose derrière les paroles d'une certaine Susan Brownmiller dans l'un de ses ouvrages :"Je ne suis pas de celles qui emploient le mot révolutionnaire à la légère, mais l'intégration totale des femmes dans les services de police - et par totale j'entends 50/50 pas moins - est un but révolutionnaire de la plus haute importance pour les droits des femmes",..."Je veux faire remarquer ici que je suis de ceux qui considèrent une peine de prison comme une solution juste et légitime au problème de l'activité criminelle, la meilleure solution que nous ayons aujourd'hui comme châtiment civilisé et pour exercer un effet préventif contre de futurs crimes" !!!

La publication du "Programme Commun des Femmes" par le mouvement "Choisir" est venue en quelque sorte couronner tout cela et mieux faire ressortir les objectifs contre-révolutionnaires de l'idéologie féministe. Non seulement, il est un condensé de toutes les impasses capitalistes où mènent les luttes parcellaires : réformisme, légalisme, électoralisme,..., mais de plus par ses fondements axés sur la différence des sexes : l'ennemi c'est l'homme au-delà de toute dénonciation nécessaire du phallocratisme, fétichisme de la féminité, apologie de l'unité des femmes quelle que soit leur condition, ainsi que par ses revendications démocratiques à ce niveau visant à aménager le capital national, il est le parfait complément du "Programme Commun" de la Gauche. Le paradis de ces Dames, ce serait donc également l'instauration du capitalisme d'Etat, un système où s'approfondirait l'exploitation des travailleurs...et évidemment des travailleuses mais où les "Femmes" (essentiellement les diverses bureaucraties féministes) siégeraient au même titre, sinon plus, que les "Hommes" (à savoir les politiciens des divers partis de gauche et d'extrême-gauche) aux postes de commandes de l'Etat ! Matriarcat à la place du Patriarcat ? Beaucoup mieux pour le système : la garantie des mêmes salades capitalistes plus assaisonnées qu'auparavant mais servies par un maximum de gestionnaires en jupons, avec en prime Madame Gisèle Halimi et autres aux côtés de Messieurs Mitterand et Marchais. Voilà les objectifs de slogans tels que :"la politique sera féministe ou ne sera pas" !Et les féministes "gauchistes" nous dira-t-on, du genre "pétroleuses", qui proclament situer leurs revendications sur le terrain de la

lutte des classes, ne représenteraient-elles pas davantage "l'Avenir de la Femme" ? Il suffit pour se convaincre du contraire d'avoir suivi leurs tribulations électorales récentes, à l'image de celles de la candidate-député Arlette Laguillier qui, pour rafler le maximum de voix, s'est évertuée à "habiller de féminin" le programme de "Lutte Ouvrière". Au-delà, comme en 74, elle ne visait qu'à réconcilier au 2e tour les travailleurs...et les travailleuses avec la Gauche en laquelle ils avaient perdu confiance (sic) ! En effet, que "Lutte Ouvrière" ait présenté près de 200 candidates ne change rien au fait que cette organisation comme celles de tous les autres gauchistes se soit vautrée dans l'électoralisme, ait servi de "rabatteur" des ouvriers combatifs vers la Gauche pour la gestion du système, et joue pleinement un rôle d'extrême-gauche du Capital qui est un obstacle supplémentaire à l'expression de la lutte des classes.

Contre toutes ces mystifications de l'idéologie féministe, une voix isolée s'est élevée ces derniers temps et nous la saluons bien que nous ne soyons pas en accord avec tous les fondements de ses critiques vis-à-vis du féminisme. C'est celle d'Annie Le Brun dont nous publions à la suite l'article qu'elle a fait paraître dans le "Nouvel Observateur" (n° 694 du 27/2 au 5/3 1978), sous le titre :"Un Stalinisme en jupons". Quels sont alors nos désaccords avec elle, désaccords qui s'établissent aussi par rapport au contenu de son livre "Lâchez Tout" que les éditions du Sagittaire viennent de faire paraître il y a quelques mois et que nous conseillons vivement de lire ?

Le principal est qu'Annie Le Brun se situe dans la lignée d'un individualisme libertaire proche de celui de Stirner ("L'Unique et sa Proprieté") qui lui fait nier toute possibilité collective de la transformation du monde (l'horreur du nombre et de tout militantisme). Par exemple,elle conclut en disant :"J'ai basé ma cause sur le vide". Ainsi, sa dénonciation de la mystification féministe, de ce qu'elle appelle "le terrorisme de la femellitude", ne peut pas déboucher sur un projet révolutionnaire s'inscrivant contre la même réalité objective qui pèse sur tous les exploités à l'Est comme à l'Ouest : celle du Capital ! Et l'on se prend à regretter que cet auteur, connaissant pourtant si bien les surréalistes, ne tire pas de leçons politiques de leur trajectoire, en particulier de l'engagement y compris sur le plan "militant" d'un certain Benjamin Péret contre le stalinisme et ses thuriféraires du genre Aragon et Eluard, puis de son évolution révolutionnaire ultérieure vers des positions communistes radicales (cf."Les syndicats contre la révolution" - éd.Losfeld).

Un autre et important désaccord s'articule sur cette appréhension libertaire et individualiste des choses par Annie Le Brun. En effet, son refus d'envisager une collectivité révolutionnaire provient également d'une négation de toute détermination objective plongeant ses racines dans les rapports de production et débouchant sur les expressions politico-sociales de ce que Marx a appellé la lutte des classes. Sans lier mécaniquement toute production intellectuelle, et poétique en particulier, à l'évolution économique (ce qui engendra Jdanov et son "réalisme socialiste", partie prenante du totalitarisme stalinien), nous ne concevons pas pour la sphère de l'art en général une indépendance telle que celle qui permit à Breton et Trotsky de rédiger leur "Manifeste pour un Art Indépendant" (cf. "Littérature et Révolution" de Trotsky, U.G.E, col. 10/18). Même la poésie et la passion, qu'elle soit amoureuse ou non, sont inscrites dans un processus historique qui va vers l'émancipation de l'espèce humaine, femmes et hommes confondus.

A notre époque, cette émancipation passe par les luttes du prolétariat dont le but est la véritable révolution communiste qui signifie : abolition du salariat et de l'économie marchande, destruction de tous les Etats et de toutes les frontières ; transformations économiques et politiques fondamentales à réaliser car elles sont des conditions sine qua non à toutes les autres libérations, y compris sur le plan sexuel (ce sont les conditions matérielles d'existence qui déterminent la conscience humaine et non l'inverse !). Tous les problèmes d'extension des rapports amoureux (amour "libre", dépassement du couple, bisexualité,...), sous peine de retomber dans l'utopisme du type phalanstère de Fourier ou pire dans le marginalisme petit-bourgeois ("communautés"), sont à rattacher en effet à la transformation indispensable et primordiale des conditions matérielles d'existence.

Face aux tâches immenses qui nous incombent par rapport à la dimension réelle du mouvement social d'émancipation, il ne s'agit donc pas de "déserter", de "lâchez tout", de ne faire confiance qu'à sa propre révolte ou à sa passion personnelle, et de retourner à l'atomisation individuelle ce qui est la conclusion catastrophique de tout individualisme libertaire et/ou bourgeois. Il s'agit de s'organiser pour contribuer au développement de la révolution communiste globale et non pas de revendications spécifiques, de s'inscrire dans une oeuvre collective comme le firent Rosa Luxembourg ou Alexandra Kollontaï, pour ne citer que les femmes révolutionnaires les plus connues à la suite de Floran Tristan et de Louise Michel dont se contente de parler Annie Le Brun.

UN STALINISME EN JUPONS

"Il serait absurde, ou inconséquent, de mettre un seul instant en cause la lutte des femmes contre leur misère réelle. Et telle n'est pas évidemment mon intention. Mais, aujourd'hui, ce qui inquiète, c'est l'exploitation spectaculaire de cette misère par une idéologie qui, pour se présenter comme progres-

siste, n'en condamne pas moins les femmes à vivre entre elles dans un ghetto.

A prétendre en effet que la différence sexuelle prévaut sur toutes les autres, les néo-féministes en viennent :

I° A désigner l'homme comme l'ennemi commun qui fonde et justifie le rassemblement des femmes. Bouc émissaire "introuvable", l'homme assure la négativité sur tous les plans, physique, psychique, culturel. Si toutes les néo-féministes ne partagent pas encore l'opinion d'Annie Leclerc sur l'homme "au ventre toujours vide, au ventre muet, au ventre qui ne saura jamais nourrir que les vers" ("Paroles de femme", p.133), du moins n'ont-elles nulle difficulté à entériner la découverte de Marguerite Duras :"Tout homme est beaucoup plus près d'un général, d'un militaire que de la moindre femme" ("Les Parleuses", p.33). Je pense soudain à Lecoin, qui a passé douze ans de sa vie en prison pour ne pas porter les armes. Etait-ce un rêve ?

2° Pour assurer la cohérence interne d'un groupe qui en a grand besoin, vu la rigueur de ses fondements, on recourt à la tonitruance d'une sororité mensongère qui permet d'affirmer sans sourciller que Gudrun Esslin est plus proche de Farah Diba que de Baader. C'est le corollaire positif de la découverte durassienne précédente. Mais oui, Laure, vous étiez plus près de votre bourgeoise de mère que de votre amant Georges Bataille.

3° Toute éventualité critique est prévenue par la mise en place d'une nouvelle mystique de la féminité réduite à se développer comme une fétichisation forcenée du sexe féminin. "S'enfouir sous la jupe de quelqu'une, c'est la métaphore pour comprendre qu'on touche avec la jouissance du clitoris, un chavirement dans le corps historique de l'espèce" (Nicole Brossard, "Sorcières" n°7). Comprenne qui pourra, du moins entrevoit-on que les femmes-objets peuvent accéder aujourd'hui à la curieuse liberté de devenir des sexes-objets.

Alors j'en viens à douter que les femmes aient quelque chose à attendre de ce corporatisme sexuel éhonté si ce n'est que les néo-féministes, à promouvoir l'absolue différence des sexes, s'arrogent scandaleusement le droit de parler au nom de toutes les femmes, et qu'en parlant ainsi au nom de toutes elles cherchent à exercer un pouvoir idéologique qui fonctionne déjà comme un terrorisme de la femellitude. Sa plus récente illustration en est donnée par le "Programme Commun des femmes", où l'on nous annonce sans ambages que "la politique sera féministe ou ne sera pas".

Pour ce faire, les rédactrices de ce programme ne lésinent pas sur les moyens, dont j'ai retenu l'efficacité particulière dans le domaine culturel. Je préfère passer sur la propagande intensive prévue ("une heure d'émission féministe chaque jour aux heures de grande écoute T.V., radio") pour souligner les joliesses d'une censure qui ne dit pas son nom mais s'exercerait à travers des "commissions antisexistes" appellées à contrôler "T.V., radio, presse, film". Quant à l'éducation, elle sera bel et bien surveillée par une commission féministe "chargée de censurer - là le mot est dit - les livres scolaires ou les programmes sexistes". On nous prévient dans le même élan que "l'histoire et la littérature seront l'objet d'une critique rigoureuse".

A en juger par les néo-féministes qui ont pris les devants pour commencer ces purges, c'est Sade, Baudelaire, Lautréamont, Miller, Bataille, mais aussi Breton, Freud, Novalis, Nietzsche...qui tomberont sous les coups de cette bêtise militante. Pour être sans doute remplacés par Benoîte Groult, Michèle Perrein ou quelque autre "écrivante". Peut-être semblable purification est-elle nécessaire pour savourer la section de ce programme consacrée à la création féminine. Car la création, comme dans tous les projets totalitaires, y est planifiée.

Quoi d'étonnant à cela quand c'est dans le nombre et la similitude que le néo-féminisme trouve sa vigueur ? Il n'est que de lire la production féministe actuelle pour constater sur le plan sensible les premiers ravages de cette uniformisation. Les écrits se suivent et se ressemblent tous pour chanter la grandeur et la misère de la femme. Et défense d'en sortir ! Mais n'est-ce pas tromper infiniment les femmes que de les engager à se reconnaître dans ce réalisme féministe qui ment sur la réalité de chacune comme le réalisme socialiste ment sur la réalité ouvrière ?

Décidément, les dames patronnesses d'hier et d'aujourd'hui n'ont guère d'imagination pour imposer l'imposture de leur moralisme mensonger. Et ce n'est pas la lecture du chapitre "Création" de ce programme qui peut dissiper mes craintes. On nous y parle même d'ouvroirs où il suffira aux femmes de se réunir pour écrire, pour découvrir qu'elles sont la poésie incarnée, même si elles écrivent mal, même si elles font des fautes de style ou d'orthographe :"Mieux vaut balbutier au début que de se taire. C'est comme cela qu'on apprend à marcher". Mais de qui parle-t-on ? D'êtres humains ou de chiens savants? N'est-ce pas mépriser infiniment les femmes que de chercher à les convaincre de leur débilité quand des femmes comme Virginia Woolf, Lou Salomé, Emily Brontë, Toyen n'ont dû qu'à leur révolte individuelle de faire voler en éclats les lieux communs de la féminité traditionnelle ?

Ce n'est ni question de droite ni une question de gauche comme la mauvaise foi néo-féministe, prise à son propre piège, voudrait nous le faire croire en dernier recours. C'est une question de servilité idéologique qui peut sévir autant à droite qu'à gauche pour anéantir avec l'individu toute forme de pensée cherchant à rompre l'ordre des choses et évidemment des sexes.

Afin d'en être convaincu, il suffit de jeter un coup d'oeil sur la harangue en vers qui couronne le "Programme commun des femmes". Il est d'ailleurs heureux que le mot femme revienne onze fois dans cette litanie de quatre pages et qu'on nous dise aimer "aussi les bijoux ! S'ils ne sont pas des chaînes", ma chère. Sinon le lecteur distrait pourrait croire à une harangue du général Bigeard à ses paras, du genre : allons-y les petits gars!

suite page 18

LES CONVULSIONS DU MONDE ARABE

TUNISIE : LUTTES DE POUVOIR SUR FOND DE LUTTES SOCIALES

Le 26 janvier 1978, la Tunisie connaît de violentes émeutes et manifestations circonscrites à la capitale, Tunis, et aux grands centres urbains. Dans la rue, des travailleurs, des jeunes , des chômeurs s'affrontent aux forces de police (les B.O.P., Brigades d'Ordre Public). Les affrontements sont particulièrement sanglants à Tunis où la colère des émeutiers est à son paroxysme : incendies de voitures, pillages de magasins, destructions d'édifices officiels (banques , bâtiments publics), attaques contre les policiers où l'on relève de nombreux blessés,... Le bilan des heurts est lourd car l'intervention de l'armée entraîne plus de 200 morts parmi les manifestants.

Pourtant, dans une période de grave crise économique, de profonde misère (par exemple la situation de survie des paysans du sud-tunisien) conjuguée à une atmosphère de fin de règne - celui du "combattant suprême" Habib Bourguiba - ces évènements n'étonnent qu'à moitié. Depuis plus d' un an les travailleurs tunisiens ont fait montre d'une grande combativité, en particulier lors du dernier trimestre 1977 (ouvriers du textile à Ksar Hellal en octobre, mineurs en décembre,...) Les grèves sauvages rencontrent certes l'opposition des syndicats, mais celle-ci est plutôt molle, malgré le pacte anti-grève signé entre l' Etat et son garde-chiourme "ouvrier", l'UGTT (Union Générale des Travailleurs Tunisiens).

Pourquoi alors cette opposition plutôt faible du syndicat face aux mouvements de grève ?

En dehors du fait que l'UGTT ne pouvait, face à la combativité des travailleurs dont elle regroupe un nombre appréciable (environ 500.000) qu'essayer de canaliser un mouvement face auquel elle était incapable de s'imposer avec la fermeté d'antan, au risque de voir une partie de ses adhérents s'éloigner d'elle, un autre facteur de compréhension entre en jeu.

C'est que l'UGTT (1), à l'image de son secrétaire général, Habib Achour, s'est engagée dans la lutte de succession aux côtés des "libéraux" tels Mestiri et Ben Amar (animateur du groupe "socialistes démocrates")et de l'ancien ministre des affaires étrangères Masmoudi (lié au régime lybien). Dans cette lutte de pouvoir, la fraction "libérale" a essayé par son monopole sur les syndicats d'utiliser les travailleurs et par delà la grande masse de la population qui n'attendait que la moindre occasion pour clamer sa haine pour ce système de misère. Ainsi était prévue de longue date la tenue d'une grève générale décidée par les syndicats, pour le 26 janvier 1978, dont le but était double : d'une part canaliser les mouvements de revendication des travailleurs et d'autre part rechercher l'épreuve de force avec la fraction dure du régime (Nouira,Sayah) que la "force tranquille" d'une grève générale aurait désavouée et rendue minoritaire aux yeux de l'opinion publique.

Las ! On s'aperçut que d'une part le syndicat était incapable de manoeuvrer les travailleurs qui, débordant dans la pratique les mots d'ordre revendicatifs et démocratiques (sans par ailleurs avancer de mots d'ordre propre à leur classe), se lancèrent dans un mouvement de révolte analogue à ceux qu'a connus l'Egypte ces derniers temps, sans néammoins atteindre une aussi grande radicalité. La violence des affrontements démontrait amplement qu'il ne suffirait pas de la revendication démocratique pour assagir les travailleurs. Par ailleurs, Hedi Nouira et la fraction bourguibiste se montrèrent à la hauteur de l'épreuve de force engagée par leurs adversaires qui, dés le début des heurts, disparurent rapidement de la circulation (Habib Achour claquemuré chez lui et les chefs syndicalistes introuvables). Les bourguibistes n'hésitèrent pas à employer l'armée, alors qu'en d'autre temps, ils avaient employé des méthodes moins radicales : "Ce n'est pas la première fois que l'on assiste en Tunisie à des manifestations qui atteignent les limites de l'émeute. A Ksar-Hellal, à Sousse, à Mateur, à Beja des troubles d'une grande gravité ont eu lieu. Il a été possible de ramener le calme sans tirer une seule balle et sans effusion de sang. Pourquoi en a-t-il été autrement le 26 janvier ?" (Habib Chatty, ancien ministre des affaires étrangères, au " Monde" le 4.02.78).

Il est clair que la fraction bourguibiste aux abois face à une contestation généralisée a voulu signifier par une repression aussi sanglante, un avertissement à ses adversaires libéraux et montrer qu'elle n'était pas prête à lâcher le pouvoir.

Ce "jeudi noir" a montré que désormais au Maghreb comme au Machrek (Proche-Orient) les travailleurs ne se laisseront pas museler par les syndicats, mais qu'ils devront se débarasser de certains obstacles (tel le mythe démocratique), avancer des perspectives claires et non un désespoir en guise de programme, afin de renverser un ordre bourgeois qui n'hésitera jamais à se montrer le plus sauvage possible dans sa réaction aux combats ouvriers.

---

(1) A propos de l'UGTT, notons qu'elle est une parfaite marionnette du pouvoir bourguibiste. Comme tout syndicat, c'est un instrument essentiellement para-étatique. Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que l'UGTT est reprise en main par le pouvoir bourguibiste, pour n'avoir pas toujours bien choisi son camp. Ainsi fut-elle remaniée dans les années 60 pour avoir choisi de suivre Salah Ben Yousseff dans son opposition à Bourguiba.

ALGERIE : UNE SITUATION DE BLOCAGE GROSSE D'AVENIR

Contrairement aux autres pays arabes, l'Algérie apparait comme le seul Etat où il ne se "passerait rien". Une véritable conspiration du silence sur la situation sociale de l'Algérie s'est installée, scellée par l'alliance de tous les organes d'information, de la droite à l'extrême-gauche (cf. par exemple "Libération"). Pour ce qui est du journal "Le Monde", il faut savoir lire entre les lignes pour se rendre compte de l'existence de "malaises". On s'épanche d'autant plus facilement sur le conflit du Sahara Occidental (où l'Algérie joue un rôle de premier plan (1)) que l'on tait la situation interne de l'Algérie. Son engagement dans ce conflit, en dehors de son appétit sous-impérialiste, a comme autre motif principal l'étouffement des luttes sociales en Algérie même. Aidé par les thèmes encore largement mystifiants de la "lutte de libération nationale" et de "l'aide aux nations-soeurs en lutte), c'est le rôle de soupape de sécurité que joue ce conflit, au profit de la classe capitaliste au pouvoir.

En réalité, la situation économique et sociale n'est pas des plus brillantes :

- corruption errigée en système, blocage bureaucratique à tous les échelons de l'administration qui en fait un appareil inefficace ;
- revendications des étudiants face à l'absence de débouchés, et des couches libérales de la bourgeoisie bloquées dans leur développement ;
- ruptures fréquentes des stocks alimentaires, hausses vertigineuses des prix (le prix du kilog de viande est plus élevé qu'en France !), fréquentes situations de pénurie alimentaire.

On constate surtout une combativité des travailleurs face à l'aggravation de la crise sociale et au totalitarisme pesant d'un Etat capitaliste qui, malgré tout, est obligé de "céder" ou "temporiser" face aux luttes ouvrières, tout en employant la violence répressive (cf. J.T. N° 16, pp 8-11), ce qui en dit long sur l'intensité de ces luttes. En plus des luttes exemplaires des dockers d'Alger (mai-juin 77), des cheminots (juillet 77) ou des employés de l'Institut National Agronomique (septembre-octobre 77), les révélateurs du mécontentement ouvrier sont d'une part le taux élevé de l'absentéisme dans les entreprises d'Etat (25 à 30 %), "l'acte de présence improductif", donc la baisse de productivité comme en témoigne le document que nous publions dans ce numéro, et d'autre part la situation syndicale.

Comme dans toutes les nations où le capitalisme d'Etat se double d'organisation partidaire unique, le syndicat est officiellement para-étatique. Dans la mesure où ce syndicat contrôle totalement les syndiqués, toute lutte est directement politique et s'oppose et aux syndicats et à l'Etat (cf. les capitalismes d'Etat des pays de l'Est). Dans les Etats comme l'Algérie ou la Tunisie où la situation sociale est explosive et où les directions syndicales manquent de souplesse tactique, les travailleurs perçoivent assez lucidement la fonction para-étatique du syndicat et, dans la pratique, débordent les directions syndicales et les critiquent lors des rares moments de possible discussion. Mais la fonction contre-révolutionnaire du Syndicat échappe à la plupart des travailleurs qui au mieux "quittent plus facilement et plus rapidement qu'ils ne les rejoignent les rangs des sections syndicales"(El Moudjahid, 17.12.77). Pour réactiver l'ardeur syndicale des travailleurs, on ne trouve pas mieux que de réaffirmer son caractère capitaliste : "...la présence de tous (à la réunion) étant indispensable, toute absence sera signalée à la direction"! (d'après P.R.S. Info N° 7, déc. 77).

Ainsi, la revendication sous-jacente à cette situation (le document en est un bon exemple) serait la mise sur pied d'un "véritable syndicat démocratique et autonome". Le "grand pourfendeur de bureaucrates" qu'est le président Boumedienne a bien compris la situation. Allant dans le sens des tenants de la "démocratie syndicale" et de la "débureaucratisation de l'UGTA" (2), il a demandé en septembre 1977, après la vagne de grèves de l'été, l'emergence d'une direction syndicale "capable de se hisser au niveau de ses responsabilités ". Le remerciement de la direction syndicale sera probablement une chose faite à la fin du 5° Congrès de l'UGTA qui s'est ouvert le 25 mars à Alger. Le souhait de l'Etat algérien est évidemment que cette direction soit assez forte pour éviter tout débordement et assez souple pour que l'existence d'une "démocratie syndicale" garantisse le relèvement de la productivité dans les entreprises. Mais l'aggravation de la crise économique et sociale risque plutôt de faire perdre aux travailleurs leur illusions syndicales et démocratiques. La nécessité pour le gouvernement de tenir le bâton l'empêchera de jouer aisement de la carotte ; la démocratie - même syndicale - n'a jamais nourri les ventres vides ! En ce sens, le document que nous publions ci-dessous est plus révélateur de cette situation que de la défense d'un syndicat démocratique de type gauchiste, comme le voudraient les populistes du P.R.S. (3) et les divers reflets algériens du gauchisme international.

(1) Nous reviendrons dans un prochain article sur le conflit du Sahara espagnol et le rôle de l'Algérie.

(2) Union Générale des Travailleurs Algériens, créée en 1956, sous l'impulsion du F.L.N.. Sa création révèle sa nature !

(3) Parti de la Révolution Socialiste. Parti d'opposition à Boumedienne dont le leader est M. Boudiaf, un des "chefs historiques" de la lutte de libération nationale.

DOCUMENT

Le 3/1/1978 à 16 H s'est tenue à la maison du peuple une assemblée générale des dockers de la SONAMA d'Alger convoquée par la hiérarchie syndicale (ATU,Fédération des Ports et Docks, UTAC) en présence des représentants du parti FLN.
L'ordre du jour était la préparation du futur congrès de l'UGTA.
A l'ouverture deux interventions ont été prononcées par un membre de la Fédération et un représentant du Parti. Le premier évoque le congrès

de l'UGTA en demandant d'emblée son report. Il déplore ensuite le désinteressement dont font preuve les travailleurs vis-à-vis de l'UGTA. Il constate que si le nombre des travailleurs ne cesse d'augmenter, celui des syndiqués est resté stationnaire, voire en baisse dans certains secteurs.
Le second développe sur un ton grandiloquent un "laïus" sur le "complot impérialiste qui menace le pays de l'intérieur et de l'extérieur". Faisant un parallèle avec la situation de l'Egypte, il met en garde contre les risques d'une pareille évolution pour l'Algérie. "Si en Egypte, dit-il, après Nasser il n'est rien resté, nous devons, nous mettre en place des institutions qui survivent aux hommes. Nous devons tout prévenir car, on ne sait jamais, et Boumedienne n'est après tout qu'un être humain..."Sur ce, il invite les travailleurs à débattre une série de points préétablis : statuts de l'UGTA et propositions d'amendements.

Propositions pour gagner la bataille de la gestion.

L'entreprise socialiste et sa gestion actuelle.

Rôle de l'UGTA et de l'ATU.

Un travailleurs prend la parole et invite la Direction de l'entreprise à se rendre à la tribune pour débattre des problèmes avec l'Assemblée. Une voie dans la salle lui répond qu'"ils" se trouvent en Suisse (3 membres de l'ATU sur 25 étaient présents, aucun représentant de la Direction n'assiste à l'assemblée). Le micro est arraché à l'ouvrier malgré ses efforts pour poursuivre son intervention. Une altercation s'en suit... Un membre de la Fédération profère des insultes à l'encontre des travailleurs. Chahut de protestations dans la salle. Les dockers se lèvent pour quitter la salle à la suite du refus de la fédération de débattre de leurs problèmes. Ce qui oblige celle-ci à céder.
Le débat reprend. De très nombreuses interventions des ouvriers ont lieu dans lesquelles sont énoncées les revendications et dénonciations suivantes :

- dénonciation de l'ATU et de l'UGTA comme instances non représentatives qui brillent par leur absence au cours des luttes et qui ne se manifestent que pour les briser ou lors des élections.
- dénonciation de l'opportunisme et de l'arrivisme des membres de l'ATU ainsi que leur corruption par la Direction : ascencion douteuse dans la hiérarchie de l'entreprise, acquisition de véhicules, abandon des postes de production..
- dénoncent le choix des agents éligibles fait par la fédération lors des élections syndicales : ceux-ci étaient d'anciens "collaborateurs" connus des travailleurs qui les retrouvent actuellement dans les instances syndicales.
- dénoncent la division qu'on essaye d'instaurer au sein des ouvriers par le biais du régionalisme et de la politique des clans.
- dénoncent le refus de la direction et de l'ATU de recevoir les revendications collectives et la division instaurée par le favoritisme lequel est facilité par la politique de l'individualisation des doléances.
- réclament la dissolution de l'ATU et l'élection de délégués au niveau de chaque môle parmi les travailleurs et choisis par eux sans aucune ingérence des instances de tutelle, du syndicat et du Parti.
- revendiquent de meilleures conditions de travail. On dénombre en moyenne un mort et quatre-vingt dix blessés par mois.
- constatent l'insuffisance des activités sociales et culturelles : inexistence de cantine ; le foyer a été fermé lors de la dernière grève par décision du Wali car il servait de lieu de rencontre pour les ouvriers.
- s'interrogent sur la façon dont est attribué "le bénéfice". Une somme de 500 da a été distribuée à la veille de l'Aïd aux travailleurs qui ont plus d'une année d'ancienneté sans que l'on précise s'il s'agit du "bénéfice" ou de la "prime du mouton". Cette ambiguité permet à l'ATU et à la direction de répondre que c'est le bénéfice ou le prime de mouton selon que l'on revendique (individuellement) l'un ou l'autre.

Les dockers exigent aussi la permanentisation des travailleurs contractuels dont les conditions de travail sont les plus pénibles et qui ne bénéficient d'aucun avantage ni garantie (licenciement abusif, retrait arbitraire d'heures de travail et de prime sur le salaire, etc. ..)
Ils exigent l'annulation d'une décision de la Direction supprimant l'indemnité dite du 13° mois à tout travailleur ayant 15 jours d'absence dans l'année, étant donné que la retenue est déja effectuée sur le salaire mensuel. Toutes les primes, quant elles sont attribuées, sont également amputées (de transport, de panier,..) ou supprimées (de rendement). Or, on sait que les primes constituent l'essentiel de la rémunération des ouvriers ; leur amputation réduit le salaire à une somme ridicule.
L'Assemblée Générale est cloturée par un discours du responsable de l'UTAC qui appelle les travailleurs à plus de vigilance et de responsabilité pour gagner la bataille de la gestion et de la production.

ATU : Assemblée des Travailleurs de l'Unité
UTAC : Union Territoriale d'Alger Centre

---

suite de la page 15

Vous sont-elles vraiment inconnues les "terres inconnues" de cette parole féminine : "Nous ne sommes ni en retard ni en avance/ Nous sommes à l'heure de notre heure/ Très justement...nous sommes ici cinq mille/ Et dehors des millions/ Et sur Terre des milliards.../ Notre marche fera reculer l'Horizon ..." ? Est-ce là ce "langage du futur" créé par les femmes qui "parlent aux femmes" ? Oscillant entre la médiocrité intellectuelle et le misérabilisme sensible, ce futur ne porte-t-il pas déjà toutes les tares du vieux monde ?

Le militantisme néo-féministe ne vaut pas mieux que les autres. J'irai même jusqu'à croire qu'il est pire, car à coups de décolorations subtiles, de maquillages savants, de fanfreluches organiques, il réussit à travestir le militaire et le flic qui ne tardent jamais à apparaître sous la défroque militante. Ne vous laissez pas abuser : Jdanov a déjà changé de sexe.

A.L.B

ENJEUX IMPERIALISTES dans la CORNE de l'AFRIQUE

Relégué dans les pages intérieures par les flons-flons du cirque électoral, le pillage impérialiste, manifestation de la guerre des blocs et au sein de ceux-ci des divers remaniements et effritements, s'est poursuivi et a connu de nouveaux développements. Si les affrontements en Indochine entre Vietnam et Kampuchea (Cambodge) semblent quelque peu se stabiliser, de nouveaux rebondissements en Ogaden dans la Corne de l'Afrique paraissent modifier sensiblement l'équilibre des forces alors qu'une amorce de solution se fait jour en Afrique Australe (Rhodésie) tout en étant cependant loin de faire l'unanimité dans le camp impérialiste occidental.

I- UN PEU D'HISTOIRE RECENTE...OU "LES CADAVRES SONT ENCORE CHAUDS" !

Si le Moyen-Orient ne fait plus parler de lui que par épisodes que ceux-ci soient burlesques : du genre le voyage de Sadate à Jérusalem, ou tragiques : comme le dernier attentat à Tel-Aviv et l'offensive israëlienne au Sud-Liban qui s'en est suivie, l'Afrique ne quitte pas en permanence le devant de la scène impérialiste. Après l'Angola voici deux ans, le Zaïre il y a bientôt un an, les zones de tourmentes se sont déplacées. De vieux conflits se sont rallumés : Rhodésie-Afrique du Sud, d'autres ont pris feu plus récemment : Sahara Occidental, Tchad et Ogaden (où la guerre sévissait toutefois à l'état endémique !). La démonologie gauchisto-progressiste des "bons" (les Etats Ouvriers ou Progressistes) et des "méchants" (les larbins de l'impérialisme U.S...voire du Social-impérialisme soviétique) étant inopérante pour qui veut analyser et comprendre de façon révolutionnaire les véritables enjeux de ces conflits, nous quitterons à regret ce "paradis artificiel" pour affronter les "dures réalités" capitalistes.

2- UNE TERRE DE MISSION IMPERIALISTE : L'OGADEN :

Le conflit qui opposait éthiopiens et somaliens depuis plusieurs mois vient de s'achever ces derniers temps. Les troupes somaliennes ont abandonné l'Ogaden avant qu'une déroute militaire ne les y oblige. Certes, le FLSO et le FLSA affirment que la lutte engagée voici dix-sept ans se poursuit mais, privé du soutien logistique somalien, leur potentiel militaire paraît dérisoire eu égard aux ressources considérables des éthiopiens. Et de telles déclarations relèvent surtout du bluff ! Alors une question se pose : des mois de combats meurtriers pour en arriver à une situation en apparence identique à la précédente, qu'est-ce que cela signifie ? Les habituelles explications que nous offrent les chieurs d'encre du capital, ne répondent qu'imparfaitement à cette question. Evidemment, le rôle du bloc russe et de son courtier militaire en Afrique, Cuba, ainsi que celui - plus discret - du bloc occidental, sont signalés mais cela est insuffisant et ne permet d'avoir qu'une vision réductrice, shématique, de ce conflit.

a) Les forces en présence :

Nous nous trouvons en apparence face à deux blocs : d'un côté, le russe soudé derrière l'Ethiopie "marxiste-léniniste", de l'autre l'occidental regroupé avec la Somalie; mais ce que dissimule cette soi-disante rigidité, c'est une grande fluidité des engagements. L'appui russe, si l'on en croit le Secrétaire d'Etat américain Brzezinski, est massif et déterminé : IO 000 militaires cubains, un général russe auquel est confié le soin de mener à bien les opérations stratégiques, 400 chars, 50 Migs-2I, des dizaines d'hélicoptères lourds MTI6. Le soutien occidental était acquis à la Somalie mais sans pour cela que s'opèrent des livraisons d'armes massives et directes en provenance des grandes puissances, en particulier des Etats-Unis. Aussi le matériel transite-t-il par des pays tiers : l'Egypte, l'Arabie Saoudite, le Pakistan, l'Espagne, l'Iran, ou est-il fourni (achats directs) par les societés fabriquantes elles-mêmes, telles la Fiat. Soit en tout : armes légères et munitions en provenance d'Egypte, I20 vieux M4I et M48 venus d'Iran, 300 véhicules tous terrains et petites auto-mitrailleuses (Fiat), plus 600 missiles légers anti-aériens et anti-chars français. Ceci semblerait confirmer ce que nous disions au début : les deux blocs se mesureraient par le biais de ces deux Etats africains, en vue de satisfaire leurs intérêts stratégiques et économiques dans une région-clef du continent. Cela n'est pas si simple.

b) Effritement et tentatives de renforcement des blocs :

Le jeu diplomatique des différents pays occidentaux concernés par le conflit, nous amène en effet à fortement nuancer cette impression première.

- L'U.R.S.S et la "fidélité aux principes de l'internationalisme prolétarien":

La Somalie proclame depuis de longues années son attachement au "socialisme scientifique", dont elle était il y a peu de temps "la pointe avancée en Afrique" comme le clamaient à tous propos les Izvestia ! Pourtant, un soudain renversement d'alliance a conduit l'U.R.S.S à jouer la carte hasardeuse de l'Ethiopie (en fait de retournement, il ne fut pas aussi soudain que beaucoup le crurent car l'U.R.S.S envisagea tout d'abord la constitution d'une fédération Somalo-éthiopienne. Seul le refus obstiné des somaliens lui fit abandonner cet objectif). Les érythréens (FPLE), soutenus et entraînés par Cuba et l'U.R.S.S furent eux-aussi victimes de ce renversement d'alliance et

se tournèrent alors en toute logique marxiste-léniniste vers l'Arabie Saoudite, l'Iran et les Emirats arabes unis !

- Les U.S.A et la "défense du monde libre":

Avec le Négus (l'empereur Hailé Sélassié d'Ethiopie), les U.S.A perdirent un de leurs plus fermes piliers en Afrique; l'engagement discret aux côtés de la Somalie n'ayant d'autre but que de freiner l'expansion russe dans la Corne, ils ne prirent même pas la peine de doter ce pays d'une idéologie appropriée; la Somalie a conservé l'ancienne : le "marxisme-léninisme", ce qui embarrasse fort nos gauchistes, songez : deux Etats "progressistes" qui s'affrontent comme en Indochine !!! A l'appui du caractère tactique de la politique américaine, cette déclaration de Brzezinski :"Les somaliens doivent se retirer de l'Ogaden mais leur territoire national doit être préservé et russes et cubains doivent quitter l'Afrique". Signalons que ces derniers sont présents plus ou moins massivement en Guinée Equatoriale, au Mozambique, en Tanzanie, en Angola, en Libye et en Ouganda (I).

- Les demi-soldes impérialistes :

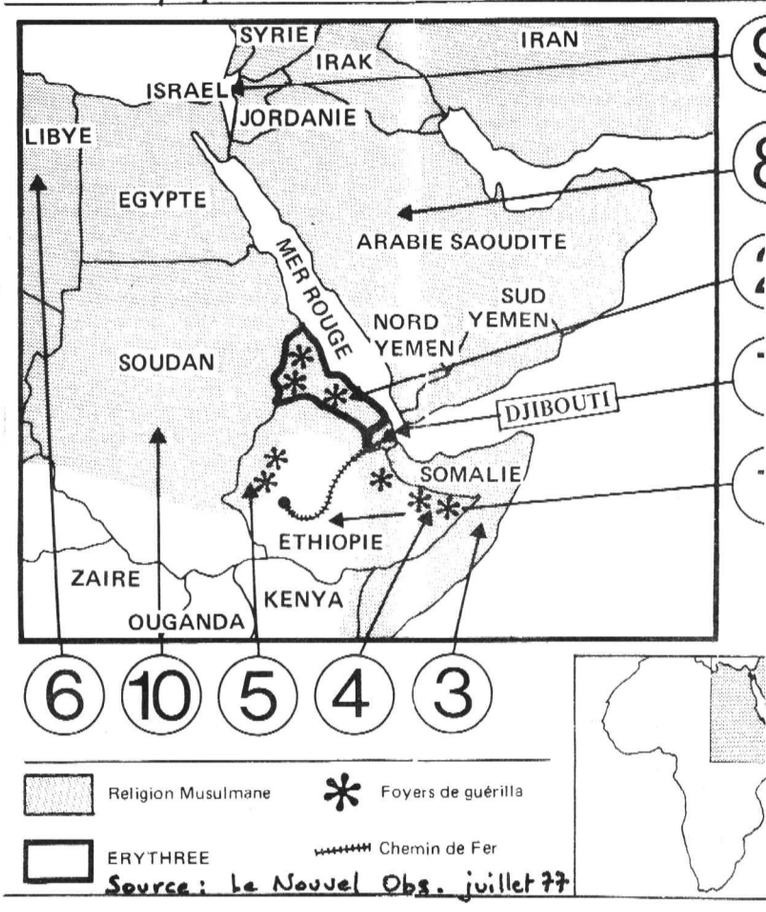
La situation des pays impérialistes de moindre importance qui se sont rangés dans le camp somalien avec la même discrétion que les U.S.A, est illustrée par l'attitude de la France. Les déclarations outrées du Quai d'Orsay et ses dénégations s'agissant des livraisons d'hélicoptères Alouette, témoignent des réticences de ce sous-impérialisme à s'engager ouvertement. Une telle politique s'explique par la faiblesse de la France qui ne peut se heurter de front aux grands impérialismes, à la différence de situations où ils n'interviennent pas directement : le Zaïre (cf.J.T n°15 :"L'écho impérialiste des savanes") et la Mauritanie. Autre témoignage des réticences françaises, la déclaration commune De Guiringaud/Seyni Kountche (chef d'Etat nigérien) lors du séjour du ministre français dans ce pays (cf."Le Monde" du 7/3):"Les conflits et différends entre pays africains devraient être réglés par voie de médiation et par des procédures spécifiquement africaines"; la France pouvant alors user de son "influence" (doux euphémisme) auprès de nombreux pays en court-circuitant plus ou moins le tandem U.S.A-U.R.S.S.

L'Egypte essaie de jouer sa propre carte : elle approvisionne la Somalie afin de s'implanter plus profondément dans le continent africain et surtout d'être le lien de la coopération afro-arabe (des cadres égyptiens sont présents partout en Afrique), ce qui suppose qu'elle doive s'opposer à la pénétration et à la main-mise russe. Le Kenya qui a bloqué des avions affrétés par l'Egypte, refuse de s'engager dans l'un des deux camps et ce bien qu'il soit menacé comme le Soudan par l'impérialisme russe (2).

c) En conclusion :

Comme nous le disions dans J.T n°8 (déc. 75), à propos de l'Angola :"Avec l'approfondissement de la crise, il est clair que c'est d'abord le "chacun pour soi" au niveau économique...C'est avant tout la lutte pour placer ou défendre au mieux ses intérêts à l'échelle africaine. La concurrence entre les grands et les petits prend le pas sur tout le reste et se déchaîne. Simplement les impérialismes les plus puissants, U.S.A et U.R.S.S, s'entendent pour essayer de se partager le butin africain sur le dos des autres. Leurs envois considérables d'armes (les fameux "ponts aériens"), grâce à la qualité desquelles ils supplantent aisément les concurrents, leur permettent de réaliser dans l'immédiat une part non négligeable de plus-value, mais ils se veulent surtout le prélude dans la plus pure logique impérialiste à la possession de futurs marchés dans tous les domaines qui ne laisserait comme d'habitude que des miettes aux capitalismes les moins compétitifs". Ainsi s'explique la prudence des U.S.A qui, tout en soutenant la Somalie, n'ont pas pour autant rompu tous les ponts avec l'Ethiopie : lors de la visite de Mengistu à Washington, celui-ci a déclaré à Carter que les forces éthiopiennes ne franchiraient pas la frontière somalienne, lequel Carter rassuré envisageait une prochaine installation d'ambassadeur à Addis-Abeba. De la même façon, le 9/3, les U.S.A ont invité Moscou à ne pas "abuser" de la situation créée par la déroute somalienne dans l'Ogaden mais cette invitation était accompagnée d'un refus d'approvisionner en armes les somaliens et de les initier au maniement du matériel américain déjà sur place. Les U.S.A ne semblent donc pas vouloir jouer sur une longue période la carte de la Somalie et un nouveau renversement d'alliance, pour improbable qu'il soit dans l'immédiat, n'est pas totalement exclu dans l'avenir ! En effet, les relations commerciales du point de vue éthiopien avec les U.S.A, se faisaient à des conditions bien plus avantageuses qu'avec l'U.R.S.S, moins concurrentielle et dont la seule force réelle réside dans l'aide militaire qu'elle peut apporter. Ceci n'empê-

Les 10 pays ou régions concernés.



Source : Le Nouvel Obs. juillet 77

che pas Mengistu de préparer la proclamation du Parti "Communiste" qui l'aiderait à asseoir son autorité après avoir réglé à coups de rafales de Kalachnikov, les divergences entre "marxistes-léninistes" : éliminations successives du PRPE, du Meison et de l'Etchat; accélérations - toujours par les mêmes procédés expéditifs - de la fusion du Sedede, de la Wezligue et du Malerid. Rarement l'incantation idéologique et la logomachie auront camouflé avec autant de cynisme une simple lutte pour le pouvoir !

La stabilisation du conflit rassure l'Arabie Saoudite qui craignait qu'un pouvoir "marxiste" ne s'installe dans la zone stratégique de Bab El Mandeb et permettra peut-être de dépasser les difficultés U.S.A/U.R.S.S dans les négociations de Genève sur la présence militaire dans l'Océan Indien.

Le jeu des U.S.A laisse en partie le champ libre au sous-impérialisme égyptien. Ainsi, les demi-soldes impérialistes peuvent rêver de la neutralisation (apparente) des forces des U.S.A et de l'U.R.S.S pour espérer tirer leur épingle de ce jeu. Quant aux divers fantoches africains, ils se raccrochent au dérisoire jeu de bascule entre les différents impérialismes.

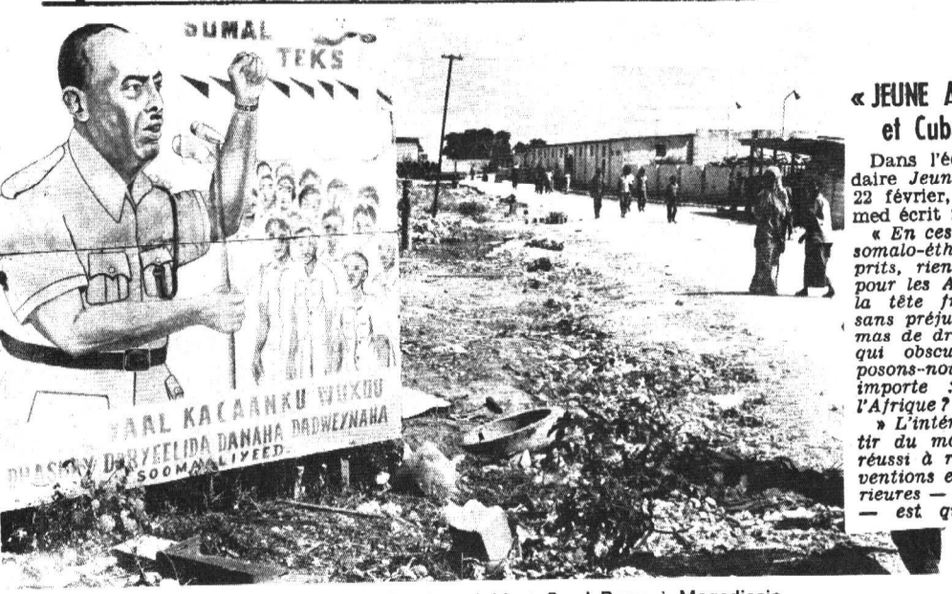
Globalement : si l'U.R.S.S semble victorieuse, il apparaît qu'il lui sera impossible d'aller au-delà de ce qu'elle a obtenu c'est-à-dire le respect de l'intégrité territoriale de l'Ethiopie (il lui reste l'Erythrée à se mettre sous la dent). Sa position est donc aujourd'hui moins ferme, par contre la satisfaction des U.S.A tient à ce qu'ils ont "remporté un succès diplomatique grâce aux soldats russes et cubains" c'est-à-dire mis au pas les indisciplinés somaliens dont l'aventure ne pouvait à terme que bouleverser l'équilibre des forces en Afrique. Et cela, sans qu'elle se révèle pour autant payante du point de vue de l'impérialisme yankee, du fait de la faiblesse économique de la Somalie, de son marché intérieur inexistant. De plus, ayant préservé le pion éthiopien et forts de leur supériorité économique, les américains peuvent envisager maintenant de supplanter l'U.R.S.S dans la Corne de l'Afrique, celle-ci étant d'ores et déjà en position de faiblesse par ses récents revers au Moyen-Orient qui expliquent d'ailleurs son engagement très offensif dans le conflit de l'Ogaden.

Un épisode supplémentaire de la sinistre guerre des gangs impérialistes de toutes tailles vient de s'achever mais le rideau du massacre capitaliste n'est pas prêt pour autant à se baisser.

(I) La Somalie se trouvait en position d'agresseur puique ses troupes soutenaient les fronts de libération de l'Ogaden en territoire éthiopien. Il était donc délicat vis-à-vis de l'ensemble des pays africains et de l'O.U.A de paraître cautionner ouvertement la Somalie car cela signifiait remettre en cause le découpage des frontières hérité du partage impérialiste de l'après-2e guerre mondiale.

(2) Un aspect très important de l'effritement des blocs et du rôle des sous-impérialismes a été souligné par le jeu d'Israël dans le conflit Ethiopie-Somalie. En effet, ce pays entretient des liens très étroits avec l'Ethiopie depuis des années et lui a fourni en particulier une part importante de son infrastructure militaire (armes et formation technique). Moshé Dayan, le ministre israëlien des affaires étrangères, a avoué officiellement l'ampleur de ces liens qui s'expliquent en grande partie par le souci de faire pièce dans cette région d'Afrique (arrière-fond du conflit du Moyen-Orient) aux intérêts des pays arabes, en particulier de l'Arabie Saoudite qui s'est engagé à fond aux côtés de la Somalie. Encore un joyeux casse-tête à résoudre pour les experts en vue d'essayer de renforcer le bloc occidental, surtout si l'on prend aussi en considération l'opposition entre Israël et les U.S.A à propos du Moyen-Orient, opposition accrue récemment avec l'invasion du Sud-Liban !

Et l'on pourrait parler aussi des virages de la Libye de Kedhafi qui, tout en soutenant à la fois le gouvernement éthiopien et les fronts de libération érythréens, vient de fournir une aide financière à la Somalie après avoir appuyé économiquement le contingent cubain en Ethiopie ! Là aussi, sans doute, la rivalité du camp arabe vis-à-vis d'Israël est à la racine de ce changement.



Une affiche du président Syad Barre à Mogadiscio

« JEUNE AFRIQUE » : l'intérêt de l'Afrique est que l'U.R.S.S. et Cuba soient là.

Dans l'éditorial de l'hebdomadaire *Jeune Afrique*, en date du 22 février, M. Bechir Ben Yahmed écrit :

« En ces semaines où le conflit somalo-éthiopien emplit les esprits, rien n'est plus important pour les Africains que de garder la tête froide et de raisonner sans préjugés. Rejetons les schémas de droite et ceux de gauche qui obscurcissent la vérité et posons-nous la seule question qui importe : où est l'intérêt de l'Afrique ?

» L'intérêt de l'Afrique, à partir du moment où elle n'a pas réussi à rejeter toutes les interventions et les dominations extérieures — dont celle de la France, — est que l'U.R.S.S. et Cuba soient là ; en tout cas puissent répondre : « présent ». Sans elles, la colonisation portugaise et, avant elle, la française, auraient traîné davantage. Sans elles, les deux rejetons de l'Occident que sont la Rhodésie de Ian Smith et l'Afrique du Sud de Vorster seraient plus forts ; sans elles, les bombes à retardement belgo-anglaises qu'ont été le Katanga et le Biafra auraient causé plus de dégâts. D'une manière générale, sans elles, la domination et l'exploitation occidentales auraient été plus pesantes.

» Sur le plan des principes, que ce soit en Afrique ou au Moyen-Orient, l'Union soviétique et Cuba ont eu jusqu'ici une attitude impeccable ».

LA CHINE DU XI° CONGRES (4)

Suite des articles parus dans J.T. N° 17,18,19.

La 5° assemblée nationale populaire, tenue dans les premiers jours de mars à Pékin, a été l'occasion de réaffirmer les grands axes de la politique "réaliste" de Hua Kuo-feng, en particulier la volonté d'un redémarage économique (annonce d'une croissance annuelle de 4 à 5 % dans l'agriculture et 10 % dans l'industrie) les abérations de la politique maoiste étant définitivement jetées aux orties ! Nous avons déja analysé le fossé existant entre ces voeux pieux et la réalité économique de la Chine (1). Encore une fois, au niveau de la classe capitaliste, rien n'est résolu. Si Hua apparait comme le grand triomphateur, c'est au prix de compromis boiteux renforçant l'instabilité du régime :

- tentative de se concilier les couches traditionnelles de la société chinoise, comme le montre la réapparition de personnalités religieuses parmi les représentants au "comité national de la conférence consultative politique du peuple chinois" ;
- maintien dans les postes clés de vieilles potiches de la politique capitaliste chinoise, tels Yeh Chien-ying à la présidence de l'Assemblée nationale et Hsu Hsiang-chien à la défense nationale. La place tenue par ces vénérables vieillards confirme deux faits :
  - le rôle central toujours tenu par l'appareil militaire dont ils sont de dignes incarnations,
  - la difficulté que connaît la classe dirigeante pour se rajeunir, sans exacerber les luttes entre clans qui la traversent.

C'est en effet à ce dernier niveau qu'apparaît encore le plus clairement la faiblesse de la bourgeoisie chinoise. Si l'élimination de la "bande des quatre", l'épuration de "l'Armée populaire de libération", avaient pu donner l'illusion d'une unité de façade entre Hua et Teng Hsiao-ping (et les secteurs de l'armée les soutenant), l'opposition entre ces deux forces reste entière. Au "couronnement" de Hua et au début de culte de la personnalité qui se développe autour de lui (son portrait accompagnant désormais celui du "grand timonier" dans les manifestations "populaires" organisées par l'appareil du parti, telle celle du 6 mars) s'oppose l'éclipse partielle de Teng. Si ce dernier briguait le poste de Président de la République, il dut se contenter, en guise d'os à ronger, de son maintien comme vice-premier ministre et de la stagnation de ses amis politiques dans leurs fonctions antérieures. Mais la persistance de cette équilibre n'est pas, bien au contraire, un indice de stabilité. Les motifs qui avaient contraint Hua à accepter le brusque retour de Teng sur le devant de la scène politique existent toujours (2). D'autre part, les uns et les autres doivent rester sur leurs gardes face aux réactions souvent imprévisibles du prolétariat chinois. Comment prévoir en effet les actes futurs d'une classe qui, alors qu'elle était considérée comme intégralement conditionnée par les lithanies du "petit livre rouge" et de la "pensée-mao-tse-tung", vit avec soulagement la défaite de tout ce qui peut évoquer, d'une manière ou d'une autre, le maoïsme. Si cette situation renforce temporairement le pouvoir en place, symbolisant la victoire sur la fraction maïste, elle exprime tout autant la faiblesse de sa base sociale.

Un tel contexte renforce l'importance prise par les tentatives de clarifications politiques issues de camarades chinois tentant une critique radicale du capitalisme d'Etat. C'est pourquoi, après le reproduction dans le numéro précédent de J.T. de l'article "Quelques réflexions sur la révolution chinoise" nous publions ci-dessous de larges extraits d'une étude intitulée " Sur le Capital Monopoliste en Chine", traduit du dernier numéro (sept. oct. 1977) de Minus 7. Nous reviendrons sur ces textes ultérieurement, lorsque nous nous questionnerons sur les possibilités d'une expression communiste, en Chine, aujourd'hui.

(1) cf. 1.2. Une crise économique endémique, J.T. N° 18, pp. 8-10.
(2) cf. "Chine, difficultés de la relève capitaliste", J.T. N° 10
1.1. Dernières péripéties au sein de la classe dirigeante chinoise, J.T. N° 17, pp. 17

SUR LE CAPITAL MONOPOLISTE EN CHINE

LA QUESTION

Depuis la chûte du Gang des Quatre, la direction communiste chinoise et ses représentants dans les provinces ont attribué l'effondrement de l'économie, le chaos de la société, la pauvreté de la population et le vide du domaine culturel à la politique du "Gang". Comme Pilate, ils se sont habilement et intelligement lavés les mains Cependant, quiconque réfléchit comprendra que le "Gang des Quatre" ne commandait qu'une partie de la machine de propagande et que peu de monde dans la milice. Le Gang ne parvint jamais à prendre en mains le pouvoir dans le parti, le gouvernement ou l'armée. Ce pouvoir était investi par Mao Tse-tung, Chou En-laï et les autres. C'est à cause de cela que le "Gang" put être éliminé si rapidement à la mort de Mao Tse-tung. Nous devons poser la question de savoir si la ligne, la politique, la théorie et la pratique

de Mao Tse-tung, Chou En-laï et des communistes chinois étaient correctes. Nous devons demander où ils conduisaient la population chinoise.

UN AUTRE NOM POUR LE CAPITAL MONOPOLISTE

Si nous considérons la société humaine comme un tout économique, nous découvrirons qu'elle est constituée de "capital", grand ou petit. Le plus grand est le "capital monopoliste" des communistes russes et chinois. Il a des capacités compétitives énormes sur le marché mondial (y compris le marché politique).

Les communistes russes et chinois dupent leurs propres populations et celles de reste du monde en auto-proclamant que leurs sociétés sont "socialistes", "la possession du peuple entier" et "possédées collectivement". Tout ceci n'est que des noms pour le "capital monopoliste"...

L'accumulation primitive du capital a été accomplie par des "actes de piraterie". A l'Est, elle fut achevée au travers de guerres et de répressions sanglantes de telle façon que même les faibles parcelles de terres distribuées trompeusement aux paysans durant la "réforme agraire" furent "collectivisées", "communisées" entre les mains de la clique dirigeante. Les paysans réveillés commentaient, "Mao Tse-tung et le Parti Communiste sont les plus grands propriétaires. Nous sommes le prolétariat qui ne possède rien". La perception des masses travailleuses devenait plus claire :"Avec les nouveaux capitalistes, l'exploitation s'est intensifiées. Même le droit de vendre sa propre force de travail a été repoussé". Le force de travail peut être vendue librement et se déplacer sous le capitalisme concurrentiel, mais sous le capitalisme monopolistique, à l'intérieur du domaine étatique, la force de travail ne peut se vendre qu'au capital unique et se trouve par là même immobilisée. Sous la direction des communistes chinois, la population n'a pas la possibilité de choisir ses occupations ou emplois, elle n'a pas le droit de choisir ses lieux de résidence. Elle doit "obéïr aux nécessités" qui sont la "seule voie".

On prétend qu'une des caractéristiques d'une économie socialiste est sa nature "planifiée". En réalité, pour tout capitalisme, il existe un certain degré de "planification". De toute façon, à cause du caractère monumental du capital monopoliste "socialiste", celà ne correspond pas au développement des forces productives. De surcroît, le pouvoir est hyper-centralisé, causant une croissance inévitable du bureaucratisme. Ainsi la "planification" n'échoue pas seulement pour guider le développement économique, elle crée des dommages à l'économie à des degrés variés. L'exemple le plus classique a été le "Grand Bond en Avant, organisé pour trois ans en 1958, qui apporta des destructions et des tortures inoubliables à la population. La Grande Révolution Culturelle Prolétarienne fut, d'un point de vue économique, une lutte à mort à l'intérieur de la clique dirigeante monopoliste pour le droit de possession de la richesse sociale et la propriété. Le capitaliste Mao Tse-tung battit les capitalistes Liu Shao-chi et Teng Hsiao-ping. Après la mort de Mao jusqu'à aujourd'hui, une lutte similaire s'est déroulée dans le parti, se manifestant par des combats pour le pouvoir de contrôle sur le parti, le gouvernement et l'armée. L'éclatement et la lutte au plus haut niveau affectaient toutes les couches de la société, créant une désorganisation et une dislocation de l'économie, dont le résultat fut désastreux pour la population.

Dans un magazine maoiste local, un auteur avait écrit "il y a une différence fondamentale entre le système communiste chinois et le système capitaliste, et c'est qu'en Chine les prix ne sont pas déterminés par l'offre et la demande". Ceci n'illustre justement que trop bien comment les communistes chinois s'y prennent dans l'arène économique monopoliste des prix. Même les salaires (c'est à dire le prix de la force de travail) sont contrôlés par une poignée de capitalistes monopolistes. Ils ont l'habitude de monter et de baisser les prix en accord avec leurs intérêts à court et à long termes. En réalité, à long terme et à cause de l'interdépendance à un niveau global, le niveau des prix monopolistes est en dernière analyse déterminé par l'offre et la demande. Par exemple, le prix des vètements en coton brut, en Chine, n'a pas augmenté subtancillement au cours des années, mais le prix de ceux de qualité supérieure est très élevé (car l'offre est insuffisante pour répondre à la demande) et le résultat en est évidemment une augmentation du prix des textiles. Il ressort de l'examen des chiffres que le taux d'accroissement de la valeur totale des produits textiles est plus grand que le taux d'accroissement du rendement total et que l'augmentation des prix (prix monopolistes) peut être reliée à la différence des deux taux.

Lorsqu'adviennent des changements drastiques de l'économie, on assiste à la réapparition de la détermination des prix monopolistiques. La population n'oubliera pas que durant les années 60, quand l'économie était en grande diffuiculté et inflationniste, afin de récupérer un maximum de l'argent émis circulant, Mao Tse-tung accepta la proposition de Chan Yuan et utilisa une partie des stocks de produits de guerre pour en faire des "marchandises à haut prix", telles que des friandises à haut prix, etc... et qu'ils furent vendus très chers (jusqu'à dix fois le prix des produits de qualité inférieure). A cause du manque cruel de marchandises et du fait que toute la production sociale est monopolisé dans les mains du parti communiste, la population acheta à contre-coeur les "marchandises à haut prix" et le parti put réussir son coup pour soustraire de l'argent à la circulation.

Dans certaines villes, les marchandises à haut prix, tels que les plats cuisinés, les produits textiles et les vètements peuvent être achetées sans présenter nécessairement de tickets de rationnement et ceci révèle la véritable nature de la détermination monopoliste des prix. Comme pour les salaires des masses travailleuses, ils ont été uniquement contrôlés par les capitalistes monopolistes et réduits au plus bas niveau possible. Toute opposition faisait courir le risque d'une condamnation comme "pratique contre révolutionnaire". C'est ainsi que la dernière goutte du sang des ouvriers sut extraite. Il semble que le désir d'exploitation du capitalisme monopoliste "communiste" fut insatiable.

UN DEBAT AUX CONSEQUENCES DURABLES

Avant la Révolution Culturelle, un groupe d'étudiants en économie d'une Université de Pékin fit un débat avec les professeurs du Parti sur "l'économie politique sous le socialisme". Les étudiants pensaient que les "fonds d'investissements" sous le "socialisme" étaient en essence les mêmes que le "capital" sous le"capitalisme". Dans les deux cas, le processus de l'accumulation et leur expansion au travers de nouvelles productions, leur nature compétitive vis à vis de l'extérieur, et leurs éléments d'exploitation à l'intérieur (les professeurs étaient fermement contre ce débat) étaient exactement les mêmes... En regardant en arrière, l'analyse des étudiants est correcte (bien que le but de leur analyse fut à l'origine la volonté d'éviter le révisionnisme")... Le soi-disant "fond d'investissement sous le socialisme" est le "capital monopoliste" contrôlé par la classe dirigeante du parti communiste. Sa formation et son évolution (commençant avec l'achat de la force de travail et des autres moyens de production, continuant par la finission des produits et la circulation et la consommation des produits finis, puis par un nouveau procès de production) sont fondamentalement les mêmes que dans le capitalisme ordinaire à l'exception qu'ils se déroulent à une échelle énormément étendue. Et à cause de celà, la population ne peut pas voir sa véritable face et les gens croient qu'ils sont sur une terre plate et non sur un globe sphérique.
Le travail à petite échelle du capital privé peut s'observer facilement. Par contre, le capitalisme monopoliste d'Etat et les capitalistes qui le contrôlent sont si énormes et, en même temps, recouverts d'étiquettes telles que "le mode de propriété socialiste", "le prolétariat au pouvoir", que la population ne perçoit pas leur essence capitaliste. Le peuple qui vit sous la domination du capitalisme monopoliste d'Etat ne saisira pas facilement la source de sa pauvreté et de ses souffrances. Et même s'il y parvient, il ne sera pas facile de résister, à cause de la puissance des forces de répression et de persécution. Cependant, tout le sang et les larmes versés atteront un jour la prise de conscience des masses et le jour de l'éruption du feu qui couve ne sera pas trop distant. Du soulèvement hongrois de 1956 à la révolte de Tienanmen de 1976 ne s'est-il déja pas assez accumulé de sang et de morts ?

LA CLASSE CAPITALISTE EST LA CLIQUE DIRIGEANTE COMMUNISTE

Mao Tse-tung a dit, "Ils sont à l'intérieur du parti communiste -les tenants de la voie capitaliste, au pouvoir. Ils empruntent calmement la voie capitaliste." Il semble que même Mao admettait que "les capitalistes étaient à l'intérieur du parti communiste"... Il doit être souligné que "la classe capitaliste c'est le parti communiste ; c'est la clique dirigeante du parti communiste". Les mots de Mao Tse-tung cités plus haut doivent être expliqués dans les termes suivants : pour construire le capitalisme monopoliste d'Etat, la révolution devait être dirigée par le parti communiste, la classe monopoliste capitaliste était la clique dirigeante du parti communiste.
La clique dirigeante communiste constitue les nouveaux capitalistes monopolistes et a les traits suivants en plus des autres, caractéristiques du capitalisme monopoliste dont parlait Lénine :
1. Les capitalistes monopolistes hissent le drapeau du "Marxisme-léninisme" et de la "révolution prolétarienne" dissimulant leur véritable visage capitaliste et sont à la fois trompeurs et incendiaires dans leurs relations avec les masses ouvrières.
2. Les capitalistes monopolistes sont intégrés dans le pouvoir d'Etat autoritaire. La classe capitaliste monopoliste vit, grandit et périt avec ce pouvoir d'Etat. D'un côté, la nature monopoliste de l'économie forme les bases du pouvoir d'Etat autoritaire. D'un autre côté, une politique autoritaire est la condition préalable pour la naissance, le renforcement et le développement du capital monopoliste. Est-ce que le Marxisme-léninisme ne reconnait pas que "la politique est l'expression concentrée de l'économie" ? Si cela est le cas, alors la politique autoritaire est l'expression concentrée du capitalisme monopoliste d'Etat. L'énorme répression politique est fondée sur le caractère d'exploitation extrême des relations économiques.
3. Les capitalistes monopolistes sont soutenus par la force militaire. Mao Tse-tung a dit, "le pouvoir est au bout du fusil", "le monde entier ne peut être réformé que par le fusil". L'origine du capital monopoliste du parti communiste (c'est à dire l'accumulation primitive) a trouvée son fondement dans la force militaire... Quand Mao eu saisi le pouvoir, il commença à s'écrier, "le pouvoir d'Etat est entre les mains du peuple et nous ne redoutons pas de rebellion de la bourgeoisie nationale" (Mao Tse-tung : Sur la dictature démocratique du peuple). A ce moment, la bourgeoisie nationale n'aurait pu s'attendre à sa fin et n'avait pas le moins du monde de pensée de rebellion (autrement elle se serait alignée sur le Kuomintang et non sur le parti communiste !). Ce que Mao Tse-tung voulait réellement signifier était ceci : "le parti communiste a concentré entre ses mains un énorme pouvoir militaire et la bourgeoisie nationale n'aura d'autre alternative que de céder sa propriété ". Comme pour l'expropriation et le contrôle des petits possédants, magnifiés par des mots comme "collectivisation" et "communisation", l'opération fut réellement conduite par les moyens d'une violente répression. N'avons nous pas été les témoins de nombre de personnes innocentes emprisonnées comme "contre-révolutionnaires qui détruisent la collectivisation" ?

A suivre